

Pascal Montavon

Docteur en droit

Michael Montavon

MLaw

Rémy Bucheler

avocat

Ivan Jabbour

avocat

Alban Matthey

avocat

Jeremy Reichlin

avocat

Abrégé de droit commercial

Entreprise individuelle

Sociétés de personnes

SS SNC SCM

Sociétés de capitaux et mixtes

SA SARL SCOOP

Registre du commerce

Droit comptable

Droit concordataire

Loi sur la fusion

Groupes cartels concurrence

Papiers-valeurs

Titres intermédiés

Placements collectifs

Aspects de droit boursier

Loi sur la surveillance
de la révision

Droit pénal économique

Législation anti-blanchiment

Droit international privé
des sociétés

6^e édition

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	V
SOMMAIRE	VII
TABLE DES MATIÈRES.....	XI
BIBLIOGRAPHIE	LXXXIII
ABRÉVIATIONS	XCI

PREMIÈRE PARTIE

§ 1. LE DROIT COMMERCIAL SUISSE	3
§ 2. LES FORMES COMMERCIALES DES ENTREPRISES	5
§ 3. LE REGISTRE DU COMMERCE	25
§ 4. LES RAISONS DE COMMERCE	77
§ 5. LA REPRÉSENTATION COMMERCIALE.....	105

DEUXIÈME PARTIE

§ 6. L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE.....	115
§ 7. LA SOCIÉTÉ SIMPLE.....	129
§ 8. LA SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF.....	157
§ 9. LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE.....	197

TROISIÈME PARTIE

§ 10. LA SOCIÉTÉ ANONYME	227
--------------------------------	-----

QUATRIÈME PARTIE

§ 11. LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS.....	599
§ 12. LA SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE	605
§ 13. LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE.....	773
§ 14. ASSOCIATIONS ET FONDATIONS AYANT UNE ACTIVITÉ LUCRATIVE	903

CINQUIÈME PARTIE

§ 15. DROIT COMPTABLE GÉNÉRAL, COMPTES INDIVIDUELS DES ENTITES	911
§ 16. UTILISATION DE NORMES COMPTABLES ET DROIT DES COMPTES DE GROUPE.....	943

SIXIÈME PARTIE	
§ 17.	LE CONCORDAT EN GÉNÉRAL 953
§ 18.	LES TYPES DE CONCORDAT..... 973
SEPTIÈME PARTIE	
§ 19.	LES GROUPES DE SOCIÉTÉS ET LA SOCIÉTÉ HOLDING 985
§ 20.	LES OPÉRATIONS DE FUSION, SCISSION, TRANSFORMATION ET DE TRANSFERT DE PATRIMOINE SELON LA LFus 997
§ 21.	LES OPÉRATIONS DE CONCENTRATION (QUASI-FUSION) ET DE JOINT-VENTURE DE SOCIÉTÉS 1031
§ 22.	LES RESTRICTIONS AUX OPÉRATIONS DE FUSION ET QUASI- FUSION DE SOCIÉTÉS SELON LA LOI FÉDÉRALE SUR LES CARTELS..... 1035
HUITIÈME PARTIE	
§ 23.	LES PAPIERS-VALEURS 1047
§ 24.	LES TITRES INTERMÉDIÉS 1077
§ 25.	LES EMPRUNTS PAR OBLIGATIONS 1089
NEUVIÈME PARTIE	
§ 26.	LA LOI SUR LES INFRASTRUCTURES DES MARCHÉS FINAN- CIERS ET LE TRANSFERT DES ACTIONS 1093
§ 27.	LES DEVOIRS DES ÉMETTEURS DE FOURNIR DES INFORMA- TIONS SUR LES FAITS SUSCEPTIBLES D'INFLUENCER LES COURS (PRINCIPE DE LA PUBLICITÉ ÉVÉNEMENTIELLE)..... 1115
DIXIÈME PARTIE	
§ 28.	PLACEMENTS COLLECTIFS DE CAPITAUX Cadre général 1123
§ 29.	PLACEMENTS COLLECTIFS DE CAPITAUX Structures de placements..... 1139
ONZIÈME PARTIE	
§ 30.	LA SURVEILLANCE DE LA RÉVISION Surveillance et procédure 1161
§ 31.	LA SURVEILLANCE DE LA RÉVISION Les agréments et leurs conditions 1173

Sommaire

DOUZIÈME PARTIE		
§ 32.	LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES CADRES DIRIGEANTS ET DE L'ENTREPRISE	1185
§ 33.	LA LÉGISLATION DE PRÉVENTION DU BLANCHIMENT ET DU FINANCEMENT DU TERRORISME.....	1197

TREIZIÈME PARTIE		
§ 34.	DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ DES SOCIÉTÉS.....	1227

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	V
SOMMAIRE	VII
TABLE DES MATIÈRES.....	XI
BIBLIOGRAPHIE	LXXXIII
ABRÉVIATIONS	XCI

PREMIÈRE PARTIE

§ 1.	LE DROIT COMMERCIAL SUISSE	3
I.	NOTION	3
II.	LE SYSTÈME SUISSE	3
§ 2.	LES FORMES COMMERCIALES DES ENTREPRISES	5
I.	LES TYPES D'ENTREPRISES COMMERCIALES.....	5
1.	La distinction des formes commerciales.....	5
2.	Les principales formes commerciales.....	5
3.	La notion matérielle d'entreprise commerciale	6
II.	DISTINCTIONS	7
1.	L'entreprise individuelle (EI).....	7
2.	La société simple (SS).....	8
3.	La société en nom collectif (SNC).....	9
4.	La société en commandite (SC).....	10
5.	La société anonyme (SA)	10
6.	La société en commandite par actions (SCMA)	12
7.	La société à responsabilité limitée (SARL)	12
8.	La société coopérative (SCOOP).....	13
9.	Excursus : L'association.....	14
10.	Excursus : La fondation.....	15
11.	Tableaux récapitulatifs des principales entités.....	16
12.	Excursus : Aide à la constitution d'une entreprise individuelle ou d'une société commerciale	23
§ 3.	LE REGISTRE DU COMMERCE.....	25
I.	GÉNÉRALITÉS.....	25
1.	Notion.....	25
2.	Réglementation.....	26
3.	Les buts du RC	26
4.	Concrétisation des buts du RC par la publicité des inscriptions	26
5.	Projet de modification des dispositions du Code des obligations relatives au RC	27
II.	L'ORGANISATION DU RC	27
1.	Généralités.....	27
2.	La tenue du RC et les autorités cantonales de surveillance.....	28
3.	Les autorités fédérales du RC.....	28
4.	La responsabilité des organes du RC.....	29

III.	OBLIGATION ET FACULTÉ DE S'INSCRIRE AU RC	30
1.	Principes	30
2.	Obligation et faculté de s'inscrire au RC.....	30
2.1.	Inscription obligatoire de principe des entreprises individuelles	30
2.2.	Inscription obligatoire des sociétés commerciales, de la société co-opérative et des autres personnes morales	31
2.2.1.	Inscription constitutive	32
2.2.2.	Inscription déclarative	32
2.3.	Inscription volontaire.....	32
2.4.	Professions libérales	32
2.5.	Agriculteurs	32
2.6.	Artistes, conférenciers	33
3.	Inscription requise par des législations spéciales.....	33
4.	Inscription des succursales	34
4.1.	Notion de succursale.....	34
4.2.	Distinction par rapport à l'établissement stable.....	34
4.3.	Inscription, modification, radiation des succursales	35
4.4.	Inscription de succursales suisses d'une société étrangère	36
4.5.	Succursales à l'étranger d'entités suisses	36
IV.	COMPOSITION ET CONTENU DU RC	36
1.	Composition du registre du commerce	36
2.	Contenu	36
3.	Le registre journalier	37
4.	Le registre principal.....	37
5.	Publicité du registre	37
6.	Registre central et Zefix	38
7.	La Feuille officielle suisse du commerce (FOSC)	38
V.	DE LA PROCÉDURE D'INSCRIPTION AU RC	38
A.	PROCEDURE ORDINAIRE	38
1.	Généralités.....	38
2.	La réquisition.....	39
3.	Personnes tenues de requérir l'inscription et personnes autorisées.....	40
4.	Signature de la réquisition	40
5.	Pièces justificatives	41
6.	Le contrôle par l'office du RC.....	42
6.1.	Le contrôle de la légalité formelle	42
6.2.	Le contrôle de la légalité matérielle.....	43
6.2.1.	Le contrôle des statuts	43
6.2.2.	Le contrôle des décisions des organes	43
6.3.	Le contrôle de la véracité des inscriptions, des indications pouvant être trompeuses et pouvant porter atteinte à un intérêt public.....	43
7.	L'inscription au registre journalier	45
8.	Le contrôle par l'OFRC.....	45
8.1.	Le contrôle.....	45
8.2.	Les effets de l'approbation de l'OFRC pour l'intéressé / l'entité	46
9.	La publication dans la FOSC.....	46
10.	L'inscription au registre principal.....	46
B.	LA PROCEDURE D'URGENCE	46
C.	LES INSCRIPTIONS FONDEES SUR UN JUGEMENT OU UNE DECISION	47
VI.	SPÉCIFICITÉS DES INSCRIPTIONS	47

VII.	LES EFFETS DES INSCRIPTIONS AU RC	48
1.	Généralités.....	48
2.	Points de départ des délais.....	48
3.	Début des effets de l'inscription.....	48
4.	Effet déclaratif ou constitutif de l'inscription.....	49
4.1.	Effet déclaratif de l'inscription.....	49
4.2.	Effet constitutif de l'inscription.....	49
5.	Effets réparateurs ou guérisseurs.....	49
6.	Les effets de publicité positifs et négatifs des inscriptions.....	50
6.1.	L'effet positif des inscriptions.....	50
6.2.	L'effet négatif des inscriptions.....	51
VIII.	PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'INSCRIPTION DE TOUTES LES PERSONNES ET ENTITÉS JURIDIQUES	52
A.	NUMERO D'IDENTIFICATION, SIEGE, BUT, INDICATIONS PERSONNELLES ET REFERENCE A L'INSCRIPTION PRECEDENTE	52
1.	Numéro d'identification.....	52
2.	Siège, domicile et autres adresses.....	52
3.	Indications relatives au but.....	53
4.	Indications personnelles.....	53
5.	Organes de direction ou d'administration.....	54
6.	Organe de révision.....	54
7.	Référence à l'inscription précédente.....	55
8.	Conservation des réquisitions, autres pièces et de la correspondance.....	55
9.	Responsabilité et sanction en relation avec les inscriptions au RC et les publications dans la FO SC.....	55
B.	TRANSFERT DE SIEGE	56
1.	Le transfert du siège en Suisse.....	56
1.1.	Principe.....	56
1.2.	Changement d'adresse dans la même commune.....	56
1.3.	Changement de commune dans le même arrondissement du RC.....	56
1.4.	Transfert du siège dans un autre canton ou arrondissement du RC.....	56
1.4.1.	Modalités au nouveau siège.....	56
1.4.2.	Modalités à l'ancien siège.....	57
2.	Transfert en Suisse du siège d'une entité juridique étrangère.....	57
2.1.	Principe.....	57
2.2.	Cas particulier.....	58
2.3.	Pièces justificatives et contenu des inscriptions.....	58
2.4.	Moment déterminant du transfert.....	58
3.	Transfert à l'étranger d'une entité juridique suisse.....	58
3.1.	Principe.....	58
3.2.	Procédure et radiation de l'entité au RC.....	59
C.	RESTRUCTURATION	59
1.	De la LFus.....	59
2.	Les dispositions de l'ORC.....	60
D.	INSCRIPTION DE POUVOIRS DE REPRESENTATION PARTICULIERS ET INSCRIPTION DE DECISIONS D'ASSEMBLEES DES CREANCIERS DANS LES EMPRUNTS PAR OBLIGATIONS	61
1.	Les procurations non commerciales.....	61
2.	Les chefs d'indivision.....	61

Table des matières

3.	Décisions de l'assemblée des créanciers dans les emprunts par obligations	61
IX.	LES RADIATIONS	62
1.	Principe.....	62
2.	Radiation des entreprises individuelles, des sociétés de personnes, des personnes morales et autres entités.....	62
3.	Contrôle des modalités de liquidation par l'office du RC.....	63
X.	LA RADIATION DES ORGANES ET DES AUTRES POUVOIRS DE REPRÉSENTATION.....	63
1.	Principe de la réquisition de la radiation par la personne morale des personnes inscrites ayant cessé l'exercice de leurs fonctions	63
2.	Droit des personnes inscrites de requérir leur radiation au RC.....	63
3.	Application des principes aux directeurs et fondés de pouvoirs	64
XI.	LES INSCRIPTIONS D'OFFICE	64
1.	Défaut d'inscription, inscriptions lacunaires ou inexactes	64
1.1.	Non-respect de l'obligation de s'inscrire	64
1.2.	Absence de domicile.....	64
1.3.	Carence dans l'organisation impérativement prescrite par la loi	64
1.4.	Société [entité] sans activité et sans actifs	65
1.5.	Responsabilité et amendes d'ordre	66
2.	Faillite, sursis concordataire et concordat par abandon d'actifs	66
2.1.	En cas de faillite	66
2.2.	En cas de sursis concordataire	67
2.3.	En cas de concordat par abandon d'actifs.....	68
XII.	MOYENS DE DROIT	68
1.	Blocage du registre	68
2.	Réinscription d'entité au RC	69
3.	Recours contre les décisions de l'office cantonal du RC	69
4.	Recours contre les décisions de l'OFRC	70
5.	La dénonciation à l'autorité de surveillance	70
XIII.	ÉMOLUMENTS ET FRAIS PERÇUS PAR LES OFFICES DU RC ET LES AUTORITÉS CANTONALES DE SURVEILLANCE	70
1.	Généralités.....	70
2.	Classification des émoluments	71
2.1.	Les émoluments d'inscription, modification et radiation.....	71
2.2.	Les émoluments dus pour les services spéciaux des RC cantonaux ...	71
2.3.	Les émoluments dus pour les décisions des autorités cantonales de surveillance.....	71
2.4.	Les émoluments dus pour les prestations de l'Office fédéral du registre du commerce	72
3.	Règlement des émoluments	72
XIV.	LE PROJET DE RÉVISION TOTALE DU TITRE XXX^e DU CO RELATIF AU REGISTRE DU COMMERCE.....	72
1.	Généralités.....	72
2.	Utilisation du numéro AVS en tant qu'identifiant des personnes inscrites au RC et création d'une base de données centrale des personnes	73
3.	Allègements pour les sociétés.....	74

Table des matières

3.1.	Abolition de la déclaration « Stampa »	74
3.2.	Simplification en matière de cession de parts sociales d'une SARL entre associés	74
4.	Renforcement des principes de légalité, d'égalité et de transparence	74
4.1.	Indication d'une définition et d'un but au RC	74
4.2.	Transposition dans le CO de certaines normes de l'ordonnance.....	74
5.	Début des effets des inscriptions publiées dans la FO SC	75
6.	Rôle de l'office du RC en cas de carences constatées dans l'organisation d'une entité juridique	75
7.	Amendes d'ordre	75
8.	Suppression des dispositions de responsabilité.....	76
§ 4.	LES RAISONS DE COMMERCE	77
I.	GÉNÉRALITÉS.....	77
1.	Réglementation.....	77
2.	Terminologie	78
3.	Révision partielle du droit des raisons de commerce	78
II.	NOTION ET DISTINCTIONS	80
1.	Notion.....	80
2.	Distinctions.....	81
2.1.	Raisons de commerce et noms.....	81
2.2.	Raisons de commerce, noms commerciaux et enseignes	81
2.3.	Raisons de commerce et marques	82
2.4.	Raisons de commerce et noms de domaine	82
III.	LES PRINCIPES	83
1.	Le principe de la liberté dans le cadre légal.....	84
2.	Le principe de l'originalité	85
3.	Le principe de non confusion	87
4.	Le principe de la véracité.....	88
5.	Le principe de la réserve de l'intérêt public et l'utilisation de désignations à caractère national, territorial ou régional	89
6.	Le principe de l'unité de la raison de commerce et ses exceptions.....	90
6.1.	En général.....	90
6.2.	En particulier	91
7.	L'obligation d'utiliser la raison de commerce	91
IV.	RÈGLES SPÉCIALES RÉGISSANT LA FORMATION DES RAISONS INDIVIDUELLES ET SOCIALES	92
1.	L'entreprise individuelle.....	92
2.	Les sociétés en nom collectif, en commandite et en commandite par actions	92
2.1.	En général.....	92
2.2.	Extension de la zone d'exclusivité de la raison de commerce des SNC, SCM et SCMA à l'ensemble du territoire suisse	94
3.	Les sociétés commerciales et la société coopérative.....	95
4.	Les succursales	96
4.1.	Les succursales d'entreprises suisses.....	96
4.2.	Les succursales d'entreprises étrangères	96
5.	Entités selon la loi sur les placements collectifs	97
6.	La reprise d'une maison existante	97
7.	Identité des raisons de commerce lors de restructuration	98
8.	Liquidation, faillite, concordat par abandon d'actif, réinscription.....	98

8.1.	Dissolution et liquidation.....	98
8.2.	Faillite.....	99
8.3.	Sursis concordataire.....	99
8.4.	Concordat par abandon d'actifs	99
8.5.	Réinscription	99
V.	MODALITÉS DE L'ADOPTION D'UNE RAISON DE COMMERCE..	99
1.	Consultation des raisons de commerce existantes et requête d'exa- mens	99
2.	Pré-examen facultatif.....	100
VI.	LA PROTECTION DES RAISONS DE COMMERCE	101
1.	Sur le plan civil.....	101
1.1.	La protection conférée par le CO.....	101
1.2.	Les autres protections (CC, LPM, LCD)	102
2.	Sur le plan pénal	103
3.	Raisons de commerce étrangères.....	103
VII.	LES NOMS COMMERCIAUX, LES ENSEIGNES ET LEUR PROTECTION	103
1.	Principes	103
2.	Les effets de l'utilisation de noms et enseignes commerciaux	104
§ 5.	LA REPRÉSENTATION COMMERCIALE	105
I.	GÉNÉRALITÉS.....	105
1.	Champ d'application	105
2.	Distinctions.....	106
2.1.	Par rapport aux dirigeants de sociétés.....	106
2.2.	Par rapport à la représentation civile	107
II.	LE FONDE DE PROCURATION	107
1.	Définition	107
2.	Les pouvoirs	107
2.1.	La constitution des pouvoirs.....	107
2.2.	L'exercice des pouvoirs.....	108
2.3.	L'extinction des pouvoirs.....	108
2.4.	L'étendue des pouvoirs	108
3.	Les associés commanditaires fondés de procuration	109
4.	Les directeurs d'entreprises individuelles et sociétés de personnes	109
III.	LE MANDATAIRE COMMERCIAL.....	110
1.	Définition	110
2.	Les pouvoirs	110
2.1.	La constitution et l'extinction des pouvoirs	110
2.2.	L'exercice des pouvoirs.....	110
2.3.	L'étendue des pouvoirs	111
3.	Tendances actuelles	111
IV.	LA PROHIBITION DE FAIRE CONCURRENCE.....	111
1.	Principe.....	111
2.	Effets	112

DEUXIÈME PARTIE

§ 6.	L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE.....	115
I.	GÉNÉRALITÉS.....	115
	1. Réglementation.....	115
	2. Définition	115
	3. Inscription au registre du commerce.....	115
	4. Raison de commerce.....	115
	5. Le cas particulier de l'entreprise individuelle et de l'associé occulte.....	115
II.	LES AMÉNAGEMENTS POSSIBLES DE DROIT MATRIMONIAL ET SUCCESSORAL EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEUR, DE SON CONJOINT ET DE SES ENFANTS	118
	1. Généralités.....	118
	2. Les aménagements de droit matrimonial	119
	2.1. La modification du régime légal quant aux biens propres et acquêts..	119
	2.2. La modification du régime légal quant à la répartition du bénéfice....	120
	2.3. L'adoption du régime de séparation des biens.....	120
	2.4. L'adoption d'un régime modifié de communauté des biens.....	121
	3. Les aménagements de droit successoral	121
	3.1. La modification des parts attribuées aux héritiers légaux	121
	3.2. L'effectivité temporelle des libéralités	122
	3.3. Les modalités du partage	123
III.	LES INCIDENCES PATRIMONIALES D'UN PARTENARIAT EN-REGISTRÉ.....	123
	1. Généralités.....	123
	2. Rapports patrimoniaux	123
IV.	LES OBLIGATIONS COMPTABLES DE L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE.....	124
	1. Généralités.....	124
	2. Notion et fonction de la comptabilité	124
	3. But de l'information comptable.....	125
	4. Renvoi	125
V.	RÉQUISITION D'INSCRIPTION AU RC.....	126
§ 7.	LA SOCIÉTÉ SIMPLE	129
I.	GÉNÉRALITÉS.....	129
	1. Notion.....	129
	1.1. L'approche contractuelle	129
	1.2. L'approche institutionnelle.....	129
	1.3. De son utilité	130
	1.4. Remarques terminologiques	130
	2. Les éléments constitutifs	131
	2.1. La réunion d'associés	131
	2.2. Les apports	131
	2.3. Le but commun.....	132
	2.4. La subsidiarité de la société simple	132
	3. Cas d'application courants et particuliers de sociétés simples.....	133
	3.1. La société occulte ou tacite.....	133
	3.2. La propriété commune.....	133

3.3.	La convention d'actionnaires (pool / syndicat d'actionnaires)	134
3.4.	Le consortium de construction.....	135
3.5.	Les syndicats de prêts, d'emprunts, de souscription et d'émission	135
3.6.	Les ententes (cartels)	136
3.7.	Le contrat de « Joint Venture ».....	136
3.8.	Le concubinage.....	136
4.	Distinctions.....	136
II.	FORMATION DU CONTRAT	138
1.	Conclusion et forme du contrat.....	138
2.	Vices du contrat.....	138
III.	RAPPORTS DES ASSOCIES ENTRE EUX	139
1.	Principes	139
2.	La qualité d'associé.....	139
2.1.	L'acquisition de la qualité d'associé.....	140
2.2.	Le transfert de la qualité d'associé	140
2.3.	La cession occulte de droits participatifs	141
2.4.	La perte de la qualité d'associé	141
3.	Les droits et les obligations des associés	141
3.1.	L'obligation d'effectuer un apport.....	141
3.2.	Le droit et l'obligation de participer aux résultats.....	142
3.3.	L'obligation de fidélité et de diligence.....	143
3.4.	La responsabilité interne des associés pour leur gestion.....	143
3.5.	Les droits sociaux de décisions et de gestion.....	144
3.6.	Les droits sociaux de contrôle	144
3.7.	Le droit d'être remboursé pour les impenses, indemnisé pour les pertes subies dans la gestion et pour ses prestations	144
3.8.	Indemnisation des prestations de travail	144
3.9.	Les droits sociaux conventionnels	145
4.	Les modalités des décisions sociales	145
5.	La gestion de la société.....	145
6.	Relation entre les associés gérants et les autres associés	146
6.1.	En général.....	146
6.2.	Responsabilité des gérants pour leur gestion	146
6.3.	Révocation des gérants	147
IV.	LES RAPPORTS DES ASSOCIES ENVERS LES TIERS	147
1.	La représentation des associés	147
1.1.	Principes	147
1.2.	Les effets de la représentation	148
2.	La responsabilité primaire, solidaire, illimitée des associés	148
2.1.	Principes.....	148
2.2.	Situation des créanciers	149
V.	LA DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ	150
1.	Les causes de dissolution.....	150
1.1.	En général.....	150
1.2.	S'agissant de sociétés de durée indéterminée ou conclues pour la vie de l'un des associés	151
2.	La continuation des affaires après la dissolution	151
3.	Les modalités de la liquidation	152
VI.	ASPECTS DE PROCÉDURE ET DE DROIT DES POURSUITES	154

1.	Aspects de procédure civile.....	154
2.	Aspects de droit des poursuites.....	155
VII.	MODÈLE DE CONTRAT DE SOCIÉTÉ SIMPLE	155
§ 8	LA SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF	157
I.	GÉNÉRALITÉS.....	157
1.	Notion.....	157
2.	Parties contractantes	157
3.	Les apports	158
4.	Le but (objet de l'entreprise).....	158
5.	La raison sociale.....	158
6.	Le siège	159
7.	La nature juridique de la SNC	159
8.	Protection du droit à la personnalité, à l'image, à l'honneur	159
II.	LA CONSTITUTION.....	160
1.	Le contrat de société.....	160
2.	L'inscription au registre du commerce.....	161
2.1.	La réquisition d'inscription	161
2.2.	L'objet de l'inscription	161
2.3.	Les effets de l'inscription.....	161
3.	Les succursales	162
III.	LES RAPPORTS INTERNES	162
1.	Généralités.....	162
2.	L'obligation d'apports	162
3.	Les droits patrimoniaux.....	163
3.1.	Présentation des comptes.....	163
3.2.	Les intérêts sur le capital investi.....	163
3.3.	Les honoraires pour les services en faveur de la société.....	164
3.4.	Les bénéfices et pertes.....	164
3.5.	L'augmentation de l'apport de chaque associé.....	165
4.	Les droits sociaux.....	165
4.1.	Le droit de participer aux décisions sociales, d'administrer	165
4.2.	Le droit de gestion	166
4.3.	Le droit de contrôle	166
5.	Les obligations sociales.....	167
5.1.	Le devoir de fidélité et de non concurrence.....	167
5.2.	L'obligation de diligence	167
6.	L'admission de nouveaux associés, de tiers intéressés	168
IV.	LES RAPPORTS DE LA SOCIÉTÉ ENVERS LES TIERS.....	168
1.	La quasi-personnalité de la SNC	168
2.	La représentation	168
2.1.	Le principe et l'étendue des pouvoirs.....	168
2.2.	La révocation	170
2.3.	La désignation de fondés de procuration et mandataires commerciaux pour toutes les affaires de l'entreprise	170
3.	La responsabilité des associés	170
3.1.	La responsabilité pour les affaires sociales.....	170
3.1.1.	Principes	170
3.1.2.	La responsabilité illimitée	170
3.1.3.	La responsabilité solidaire	171

3.1.4.	La responsabilité personnelle malgré la règle de subsidiarité.....	172
3.2.	La responsabilité de l'associé sortant.....	173
3.3.	La responsabilité de l'associé entrant.....	173
3.4.	Les recours internes.....	174
3.5.	Le cas particulier du cautionnement solidaire d'un associé.....	174
V.	LA SITUATION DES CRÉANCIERS DANS LES DIVERS CAS DE FAILLITE.....	174
1.	Le principe de l'indépendance des faillites.....	174
2.	La faillite de la SNC.....	174
3.	La faillite de la SNC et d'un (ou plusieurs) associé(s).....	175
4.	La faillite d'un (ou plusieurs) associé(s).....	176
VI.	LA COMPENSATION.....	176
1.	Principes.....	176
2.	Exceptions.....	177
VII.	LA SORTIE ET L'EXCLUSION D'UN ASSOCIÉ.....	177
1.	La sortie conventionnelle.....	177
2.	L'exclusion.....	178
2.1.	Par le juge.....	178
2.2.	Par les autres associés.....	178
3.	Les conséquences de la sortie ou de l'exclusion d'un (plusieurs) associé(s).....	178
3.1.	Fin des droits et obligations des associés concernés.....	178
3.2.	Indemnité de sortie.....	178
3.3.	Inscriptions au RC.....	179
4.	La continuation des affaires sociales par un associé.....	179
4.1.	Principes.....	179
4.2.	Situations transitoires jusqu'au désintéressement des associés sortis.....	179
VIII.	LA DISSOLUTION DE LA SNC.....	179
1.	Généralités.....	179
2.	Les causes de dissolution.....	180
IX.	LA LIQUIDATION DE LA SNC.....	183
1.	Les principes.....	183
2.	Les liquidateurs.....	184
3.	Les opérations de liquidation.....	184
3.1.	La continuation des affaires courantes.....	184
3.2.	L'établissement du bilan d'entrée en liquidation et les opérations subséquentes de remboursement des parts et de répartition de l'actif aux associés.....	184
3.3.	La radiation de la société du RC.....	184
X.	PRESCRIPTION.....	185
1.	Principe.....	185
2.	Exceptions.....	186
2.1.	Exceptions générales.....	186
2.2.	Exceptions spéciales.....	186
3.	Interruption de la prescription.....	186
XI.	MODÈLE DE CONTRAT DE SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF.....	187
XII.	RÉQUISITIONS D'INSCRIPTION AU RC.....	193

§ 9.	LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE.....	197
I.	GÉNÉRALITÉS.....	197
1.	Notion.....	197
2.	Parties contractantes.....	198
3.	Les apports.....	198
4.	Le but.....	199
5.	La raison sociale.....	199
6.	Le siège.....	199
7.	La (les) commandite(s).....	200
8.	La nature juridique de la SCM.....	201
9.	La transformation d'une SCM en SNC.....	201
10.	La transformation d'une SNC en SCM.....	202
II.	LA CONSTITUTION.....	202
1.	Le contrat de société.....	202
2.	L'inscription au registre du commerce.....	202
2.1.	La réquisition d'inscription.....	202
2.2.	L'objet de l'inscription.....	203
2.3.	Les effets de l'inscription.....	203
3.	Les succursales.....	204
III.	LES RAPPORTS INTERNES.....	204
1.	Généralités.....	204
2.	L'obligation d'apports.....	204
3.	Les droits patrimoniaux.....	205
3.1.	Présentation des comptes.....	205
3.2.	Le droit aux intérêts, honoraires et bénéfices.....	205
3.3.	L'augmentation de l'apport de chaque associé.....	206
4.	Les droits sociaux.....	206
4.1.	Le droit de participer aux décisions sociales et à l'administration.....	206
4.2.	Le droit de gestion.....	207
4.2.1.	Le principe de la gestion réservée aux associés indéfiniment responsables.....	207
4.2.2.	La convention de droit de gestion confié aux associés commanditaires.....	207
4.3.	Le droit de contrôle.....	208
5.	Les obligations sociales.....	208
5.1.	Le devoir de fidélité et de non concurrence.....	208
5.2.	L'obligation de diligence.....	208
IV.	LES RAPPORTS DES ASSOCIÉS AVEC LES TIERS.....	209
1.	La quasi-personnalité de la SCM.....	209
2.	La représentation.....	209
3.	La responsabilité des associés indéfiniment responsables.....	209
4.	La responsabilité des associés commanditaires.....	210
4.1.	La responsabilité limitée des commanditaires.....	210
4.1.1.	Principe.....	210
4.1.2.	Diminution du montant de la commandite.....	210
4.1.3.	Droits indirects des créanciers sociaux sur la valeur des commandites.....	211
4.1.4.	Paiements d'intérêts et de bénéfices.....	211
4.1.5.	Responsabilité pour les dettes antérieures à l'entrée dans la SCM.....	211
4.1.6.	Situation des créanciers personnels des associés.....	212
4.2.	La responsabilité illimitée.....	212

V.	LA SITUATION DES CRÉANCIERS DANS LES DIVERS CAS DE FAILLITE	212
	1. Le principe de l'indépendance des faillites	212
	2. La faillite de la SCM	213
	3. La faillite de la SCM et d'un (ou plusieurs) associé(s) indéfiniment responsable(s).....	213
	4. La faillite d'un (ou plusieurs) associé(s) indéfiniment responsable(s).....	214
	5. La faillite d'associés commanditaires	214
VI.	LA COMPENSATION	215
	1. Principe.....	215
	2. Situation des associés commanditaires	215
VII.	LA DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ	198
	1. En général.....	215
	2. Du décès d'un associé commanditaire	215
VIII.	LA SORTIE ET L'EXCLUSION D'UN ASSOCIÉ	216
IX.	LA LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ	216
X.	PRESCRIPTION	216
XI.	MODÈLE DE CONTRAT DE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	217
XII.	RÉQUISITION D'INSCRIPTION AU RC	223

TROISIÈME PARTIE

§ 10.	LA SOCIÉTÉ ANONYME	227
--------------	---------------------------------	------------

Section A : Structure de la société

I.	GÉNÉRALITÉS	228
	A. NOTION	228
	1. Définition de la SA.....	228
	2. Distinctions.....	229
	3. Fondements	229
	4. La SA : une entité juridique indépendante de l'actionnaire / des actionnaires	229
	5. Membres fondateurs et accords privés entre fondateurs/actionnaires.	230
	B. DROIT APPLICABLE	230
	1. Droit applicable (CO, ORC, LDIP, ORab)	230
	2. Évolution du droit de la SA	230
	3. Prochaine révision du droit de la SA	232
	4. Réglementations émises par des organismes d'autorégulation sur la base d'une délégation légale de compétence	234
	5. Recommandation de soft law.....	234
	C. ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS ET CARACTERISTIQUES	236
	1. Le but de la société.....	236
	2. La raison sociale	237
	3. Le siège	238

Table des matières

4.	Les statuts	238
4.1.	Les dispositions statutaires nécessaires (art. 626 CO)	239
4.2.	Les dispositions facultatives qualifiées (art. 627 CO)	239
4.3.	Les dispositions particulières obligatoires (art. 628 CO).....	240
4.4.	Les dispositions statutaires des SA cotées en bourse.....	240
4.4.1.	Les dispositions statutaires nécessaires des SA cotées en bourse	241
4.4.2.	Les dispositions statutaires facultatives qualifiées des SA cotées en bourse	241
4.5.	Exemple de statuts	242
4.6.	Adoption des statuts	250
4.7.	Vérification du contenu matériel des statuts.....	250
D.	CAPITAL SOCIAL, DROITS PARTICIPATIFS.....	250
1.	Le capital-actions et les actions	250
1.1.	Le capital-actions.....	250
1.2.	Les actions.....	255
1.2.1.	Actions nominatives	256
1.2.1.1	Actions nominatives ordinaires	256
1.2.1.2.	Actions nominatives liées.....	256
1.2.2.	Actions au porteur	257
1.2.3.	Conversion d'actions nominatives en actions au porteur et inversement	257
1.2.4.	Spécification : Actions privilégiées et à droit de vote privilégié	258
1.2.4.1	Actions privilégiées	258
1.2.4.2.	Actions à droit de vote privilégié.....	258
1.2.5.	Dématérialisation des actions	260
1.2.6.	Division et réunion d'actions.....	260
2.	Le capital-participation et les bons de participation	261
2.1.	Le capital-participation.....	261
2.2.	Les bons de participation	264
3.	Les bons de jouissance	264
4.	Droit de timbre d'émission	266
5.	Recours des sociétés d'intérêt public aux emprunts par obligation	266
5.1.	Les emprunts par obligation	266
5.2.	Les emprunts obligataires convertibles ou avec droits d'option	266
5.3.	Les emprunts obligataires remboursables en actions	266
5.4.	Les emprunts obligatoirement convertibles sous condition	266
E.	LES TYPES DE SA.....	267
1.	Les sociétés d'intérêt public	267
2.	Les sociétés dites fermées ou de famille.....	267
3.	Les sociétés d'exploitation	268
4.	Les sociétés de détention de biens et droits	268
5.	Les sociétés holding	268
6.	Les sociétés dites mères.....	268
7.	Les sociétés filles.....	268
8.	Les sociétés de domicile, d'administration ou auxiliaires.....	269
9.	Les sociétés unipersonnelles.....	269
10.	Les sociétés d'économie mixte	270
11.	Les sociétés anonymes de droit public	270
12.	Les sociétés d'exploitation et holding en fondation entreprise	270
II.	LA FONDATION.....	271
A.	PROCEDURE.....	271
1.	Les phases de la fondation.....	271

Table des matières

2.	Les opérations préparatoires	271
3.	Caractère simple ou qualifié de la fondation	271
4.	L'assemblée constitutive, les fondateurs	272
5.	L'acte constitutif.....	273
6.	Les apports	279
6.1.	Notion et libération.....	279
6.2.	Apports en espèces	279
6.3.	Apports en nature	279
6.3.1.	En général.....	279
6.3.2.	Caractère mixte d'un apport pour partie reprise de biens	282
6.3.3.	L'apport des actifs et passifs d'une entreprise	282
6.4.	Interdiction de la restitution des apports.....	282
7.	Les reprises de biens.....	283
7.1.	Notion.....	283
7.2.	Prix / évaluation des biens	284
8.	Les libérations par compensation	284
9.	Les avantages particuliers accordés aux fondateurs ou à des tiers.....	284
10.	Les libérations ultérieures.....	285
11.	Renonciation à un organe de révision.....	285
B.	LES PIECES JUSTIFICATIVES DANS LE CADRE D'UNE FONDATION SIMPLE	286
1.	L'acte constitutif.....	287
1.1.	L'acte constitutif en tant que tel	287
1.2.	Les procurations	287
2.	Les statuts	288
3.	La preuve de l'acceptation des fonctions de membre du conseil d'administration.....	288
4.	La preuve de l'acceptation de la fonction d'organe de révision.....	289
5.	Le procès-verbal de la séance constitutive du conseil d'administration.....	289
6.	L'attestation de consignation.....	289
7.	La déclaration de domiciliation à défaut de domicile propre.....	290
8.	La « Déclaration I » ou « Déclaration Stampa ».....	291
9.	La « Déclaration II » ou « Déclaration Lex Friedrich ».....	292
C.	LES PIECES JUSTIFICATIVES DANS LE CADRE D'UNE FONDATION QUALIFIEE	293
1.	Les contrats relatifs aux apports en nature	294
2.	Les contrats de reprise de biens	296
3.	Le rapport de fondation	296
4.	L'attestation de vérification.....	301
III.	L'INSCRIPTION AU RC.....	303
A.	L'INSCRIPTION DE LA SOCIETE.....	303
1.	La réquisition d'inscription	303
2.	Objet de l'inscription.....	303
3.	Vérification du préposé	309
4.	Les effets de l'inscription	309
B.	LA SITUATION DE DROIT ENTRE LA CONSTITUTION DE LA SA ET SON INSCRIPTION AU RC.....	309
1.	Principe de l'application des règles de la société simple	309
2.	Validation des actes par la SA constituée.....	309

Table des matières

C.	L'INSCRIPTION DES SUCCURSALES	309
1.	Généralités.....	310
2.	Inscription, modification, radiation	311
3.	Inscription de la première succursale suisse d'une société étrangère..	311
IV.	L'ÉMISSION DES ACTIONS, LE REGISTRE DES ACTIONS, LA LISTE DES DÉTENTEURS D'ACTIONS AU PORTEUR ET DES AYANTS DROIT ÉCONOMIQUES.....	312
1.	L'émission des actions	312
2.	La dématérialisation des actions	312
3.	Le registre des actions	313
4.	La liste des détenteurs d'actions au porteur et ayants droit économiques	314
V.	LA MODIFICATION DES STATUTS	314
1.	Les modalités.....	314
2.	Les communications au RC.....	315
3.	Effets des modifications	317
VI.	L'AUGMENTATION DU CAPITAL-ACTIONS	318
A.	GENERALITES	318
1.	Principes	318
2.	La protection des droits préférentiels de souscription.....	318
3.	Exemple de convocation à une assemblée extraordinaire ayant pour objet l'augmentation du capital-actions de la société	318
B.	L'AUGMENTATION ORDINAIRE	320
1.	Notion.....	320
2.	Décision.....	320
3.	Modalités et procédure	321
C.	L'AUGMENTATION AUTORISEE	322
1.	Notion.....	322
2.	Décision.....	322
3.	Modalités et procédure	323
D.	L'AUGMENTATION CONDITIONNELLE	324
1.	Notion.....	324
2.	Décision.....	325
3.	Modalité et procédure.....	325
E.	QUESTIONS SPECIALES	327
1.	La libération en espèces.....	327
2.	La libération par incorporation de fonds propres	327
3.	La libération en nature.....	327
4.	La libération par compensation	328
5.	Les procédures de prises ferme.....	328
VII.	LA RÉDUCTION DU CAPITAL-ACTIONS	329
1.	Généralités.....	329
2.	La réduction constitutive	329
3.	La réduction déclarative	331
4.	Les réductions de capital-actions procédant d'un jugement ou d'un concordat judiciaire par abandon d'actif	333

5.	Du rapport de révision de l'expert-réviseur agréé.....	333
5.1.	Le but de la révision requise par l'art. 732 CO.....	333
5.2.	Les principes d'évaluation des actifs sociaux.....	334
5.3.	L'évaluation des risques d'un remboursement de capital en cas de réduction constitutive du capital social.....	334
5.4.	Le rapport spécial de révision.....	334
VIII.	L'ACQUISITION PAR LA SA DE SES PROPRES ACTIONS	335
1.	Acquisition par la société	335
1.1.	Principes.....	335
1.2.	Modalités comptables.....	336
2.	Acquisition par des filiales	338
3.	Les effets de l'acquisition par la SA d'actions propres au-delà des limites légales ou sans fonds propres disponibles	338
4.	Droits sociaux et patrimoniaux liés aux actions propres.....	339
5.	L'admission d'actions propres en nantissement en garantie d'une créance envers un actionnaire ou un tiers	339
6.	Projet de révision du droit de la SA.....	339
IX.	LE TRANSFERT DES ACTIONS ET LES AUTRES DROITS DE DISPOSITION SUR LES TITRES	340
1.	Principes.....	340
2.	Les restrictions au transfert des actions nominatives	340
2.1.	Les restrictions légales.....	340
2.2.	Les restrictions statutaires	340
2.2.1.	En cas d'actions nominatives non cotées en bourse	341
2.2.2.	En cas d'actions nominatives cotées en bourse	343
3.	Les restrictions de transfert des actions au porteur	344
4.	La loi sur les infrastructures des marchés financiers et le transfert des actions	344
4.1.	La publicité des participations.....	344
4.2.	L'obligation de présenter des offres publiques d'achat.....	345
5.	Actions propriété de plusieurs personnes	346
5.1.	Nature juridique des rapports de propriété.....	346
5.2.	Désignation et fonction d'un représentant commun	346
5.3.	Droits et obligations des ayants droit sur une action à l'égard de la société.....	347
6.	Actions grevées d'un droit d'usufruit	347
7.	Obligation de transparence lors du transfert d'actions au porteur de sociétés non cotées en bourse et lors d'acquisition	347
7.1.	Généralités.....	347
7.2.	Obligation d'annoncer l'acquisition d'actions au porteur et de positions qualifiées.....	348
7.2.1.	Modalités d'annonce à la société.....	348
7.2.2.	Modalités d'enregistrement sur la liste des détenteurs d'actions au porteur et des ayants droit économiques.....	348
7.3.	Désignation facultative d'un intermédiaire financier.....	349
7.4.	Sanctions en cas de non-respect	349
7.5.	Exception à l'obligation d'annonce	350
Section B : Obligations et droits des actionnaires		
X.	LES OBLIGATIONS ET DROITS PATRIMONIAUX DES ACTIONNAIRES	350

Table des matières

A.	GENERALITES	350
B.	L'OBLIGATION DE LIBERER LES ACTIONS ET BONS SOUSCRITS	350
1.	La libération des actions souscrites à la fondation de la SA	350
2.	La libération des actions souscrites lors des augmentations de capital-actions.....	351
3.	La mise en demeure de l'actionnaire et la procédure de déchéance en cas de non libération	351
C.	LE DROIT AUX DIVIDENDES ORDINAIRES ET DE LIQUIDATION	352
1.	Principes	352
1.1.	Droit aux dividendes annuels.....	352
1.2.	Droit aux dividendes de liquidation.....	353
1.3.	Exclusion du droit aux dividendes.....	354
2.	Fixation des dividendes annuels	354
2.1.	Base de calcul des dividendes.....	354
2.2.	Fixation du montant des dividendes	354
2.3.	Décision.....	354
3.	Mode de paiement des dividendes	355
4.	Dividendes extraordinaires, avances sur dividendes, dividendes intermédiaires	356
4.1.	Dividendes extraordinaires	356
4.2.	Avances sur dividendes	356
4.3.	Dividendes intermédiaires	356
5.	Distributions occultes / dissimulées de dividendes.....	357
D.	LE DROIT A D'EVENTUELS INTERETS INTERCALAIRES	357
1.	Principes de l'interdiction de payer des intérêts sur le capital sous réserve d'intérêts intercalaires statutaires	357
2.	Conditions au versement d'intérêts intercalaires	358
E.	LES DROITS DE SOUSCRIPTION PREFERENTIELS	358
1.	Principes.....	358
2.	Droits acquis.....	358
3.	Conditions de suppression ou de restriction	359
3.1.	En cas d'augmentation ordinaire du capital-actions	359
3.2.	En cas d'augmentation autorisée du capital-actions	359
3.3.	En cas d'augmentation conditionnelle du capital-actions.....	360
3.4.	En cas d'émission d'un capital-participation	360
3.5.	En cas d'augmentation du capital-participation.....	360
3.6.	En cas d'émission d'un emprunt avec droit de conversion et d'option	360
F.	LA RESTITUTION DES PRESTATIONS INDUES OBTENUES PAR LES ACTIONNAIRES ET ADMINISTRATEURS	361
1.	Dividendes, intérêts intercalaires, tantièmes	361
1.1.	Conditions de la restitution.....	361
1.2.	Qualité pour agir en restitution et qualité pour défendre	362
1.3.	Prescription de l'action.....	362
2.	Tantièmes en cas de faillite	362
2.1.	Principe et exception	362
2.2.	Qualité pour agir en restitution et qualité pour défendre	363
2.3.	Étendue de la restitution	363
XI.	LES OBLIGATIONS ET DROITS SOCIAUX DES ACTIONNAIRES	363

A.	GENERALITES	363
B.	LES OBLIGATIONS SOCIALES DE L'ACTIONNAIRE	363
1.	L'obligation de l'actionnaire de se comporter de bonne foi	363
1.1.	Le principe de la prise en compte de l'égalité de traitement.....	364
1.2.	Le principe de la prise en compte des intérêts de tous les actionnaires	364
2.	L'obligation de l'actionnaire de respecter les devoirs d'avis selon la LIMF	365
3.	L'obligation de l'actionnaire détenteur d'actions au porteur ou dont la participation atteint 25% du capital social dans une société non cotée en bourse de s'identifier	365
C.	LA PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE GENERALE	365
1.	Droit général de l'actionnaire de participer à l'assemblée générale....	365
2.	Droit de convoquer une assemblée générale extraordinaire.....	366
3.	Droit de demander l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.....	366
4.	Légitimation de la qualité d'actionnaire à l'égard de la société.....	366
4.1.	Principes	366
4.2.	Actions grevées d'usufruit.....	367
4.3.	Particularités des actions gagées.....	367
5.	Représentation de l'actionnaire	367
6.	Participation sans droit à l'assemblée générale.....	327
D.	DROIT DE VOTE A L'ASSEMBLEE GENERALE	368
1.	En général.....	368
2.	Actions à droit de vote privilégié.....	368
E.	DROIT A L'INFORMATION ET DROIT DE CONTROLE DES ACTIONNAIRES	369
1.	Communication des rapports de gestion et de révision.....	369
2.	Droit de renseignement lors de l'assemblée générale	370
3.	Droit de consulter le procès-verbal ensuite d'une assemblée générale	370
4.	Droit de recevoir les rapports de gestion et de révision en la forme approuvée par l'assemblée générale	370
5.	Droit à l'information sur l'organisation de la gestion de la société	370
6.	Droit de demander l'établissement de comptes de groupe.....	370
7.	Droit de consultation des actionnaires d'une société faillie	371
F.	DROIT D'INSTITUER UN CONTROLE SPECIAL	371
1.	Principe.....	371
2.	Procédure.....	371
3.	Communication du rapport	372
4.	Prise en charge des frais du rapport	372
G.	DROIT DES ACTIONNAIRES SPECIFIES D'ETRE REPRESENTES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION	372
XII.	LES OBLIGATIONS ET DROITS PATRIMONIAUX ET SOCIAUX DES DÉTENTEURS DE BONS DE PARTICIPATION ET DE JOUISSANCE	373
A.	GENERALITES	373
B.	LES OBLIGATIONS ET DROITS PATRIMONIAUX ET SOCIAUX DES DÉTENTEURS DE BONS DE PARTICIPATION	374
1.	Les obligations et droits patrimoniaux.....	374

Table des matières

2.	Les obligations et droits sociaux.....	374
3.	L'organisation statutaire des droits patrimoniaux et sociaux des participants	375
3.1.	Aménagement des statuts de la SA réglant le statut juridique des participants	375
3.2.	La modification du statut juridique des participants	375
C.	LES OBLIGATIONS ET DROITS PATRIMONIAUX ET SOCIAUX DES DETENTEURS DE BONS DE JOUISSANCE.....	376
1.	Les obligations et droits patrimoniaux.....	376
1.1.	Les droits patrimoniaux individuels	376
1.2.	La communauté des porteurs de bons de jouissance.....	376
2.	Les obligations et droits sociaux.....	376

Section C : Droit comptable, perte de capital et surendettement

XIII.	LE DROIT COMPTABLE.....	377
A.	EN GENERAL.....	377
1.	Application du droit comptable selon le titre XXX° du CO.....	377
2.	Dispositions spéciales du droit de la SA.....	378
3.	Autres sources législatives complétant le droit comptable commun...	378
B.	LES DISPOSITIONS DU CO EN MATIERE D'INFORMATION COMPTABLE.....	378
1.	L'information des actionnaires.....	378
2.	L'information des créanciers et du public	379
C.	LES OPERATIONS SUR LE CAPITAL.....	380
1.	En général.....	380
2.	L'émission au-dessus du pair à valeur nominale augmentée d'un agio	380
D.	L'ACQUISITION D' ACTIONS PROPRES	381
E.	LES REEVALUATIONS (ART. 670 CO).....	381
1.	Principe et fondement.....	381
2.	Distinction	382
3.	Justification comptable	382
4.	Nécessité d'une attestation de l'organe de révision	382
5.	Dissolution	382
F.	LES RESERVES	383
1.	Notion.....	383
2.	Les réserves légales	383
3.	Les réserves statutaires	384
4.	Les réserves décidées par l'assemblée générale	385
5.	Les réserves latentes	385
G.	LE RESULTAT ANNUEL DE L'EXERCICE ET SON AFFECTATION.....	385
1.	La proposition et la recommandation d'affectation du résultat.....	386
1.1.	Généralités.....	386
1.2.	La proposition du conseil d'administration relativement à l'affectation du résultat	386
1.3.	La recommandation (cas échéant) de l'organe de révision	386
1.3.1.	En cas de contrôle ordinaire	387

1.3.2.	En cas de contrôle restreint.....	387
2.	L'affectation du résultat.....	387
XIV.	LA PERTE DE CAPITAL ET LE SURENDETTEMENT DE LA SA	389
A.	GENERALITES.....	389
B.	LA PERTE DE CAPITAL.....	389
1.	Notion.....	389
2.	Détermination des fonds propre de référence.....	390
3.	Avis de perte de capital.....	391
C.	LE SURENDETTEMENT.....	391
1.	Notion.....	391
2.	Les valeurs d'exploitation et de liquidation.....	393
2.1.	La valeur d'exploitation.....	393
2.2.	La valeur de liquidation.....	393
3.	La postposition.....	393
3.1.	Notion.....	393
3.2.	Le droit de disposition du créancier.....	394
4.	L'avis du juge.....	394
4.1.	L'avis au juge par le conseil d'administration.....	395
4.2.	L'avis au juge par l'organe de révision / le réviseur agréé.....	395
4.3.	La décision du juge de prononcer la faillite ou l'ajournement de la faillite.....	395
4.3.1.	La déclaration de faillite.....	395
4.3.2.	L'ajournement de la faillite.....	396
Section D : Organes de la société		
XV.	LES ORGANES DE LA SA.....	396
1.	Généralités.....	396
2.	L'organisation de la société.....	397
3.	Le principe de nécessité des organes.....	398
4.	La notion d'organe.....	398
4.1.	Sur le plan civil.....	398
4.1.1.	Acceptation générale et critères de distinction.....	398
4.1.2.	Acceptation d'organe dirigeant au sens étroit.....	398
4.1.3.	Acceptation d'organe de gestion au sens large.....	399
4.1.4.	Distinctions.....	400
4.2.	Sur le plan pénal.....	400
5.	L'actionnaire majoritaire ou unique.....	401
6.	Relations entre les organes.....	401
7.	La théorie de l'organe double.....	402
8.	Carence dans l'organisation de la société.....	403
8.1.	Généralités.....	403
8.2.	Aspects de procédure.....	403
8.3.	Notion de carence dans l'organisation.....	403
8.4.	Qualité pour agir.....	403
8.5.	Qualité pour défendre.....	404
8.6.	Sanction des carences.....	404
XVI.	L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	405
A.	GENERALITES.....	405
B.	NOTION.....	405

Table des matières

C.	LES POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE GENERALE	406
1.	Le droit d'adopter et de modifier les statuts (art. 698 al. 1 ch. 1 CO).....	406
2.	Le droit de nommer les membres du conseil d'administration et de l'organe de révision (art. 698 al. 2 ch. 2 CO).....	406
3.	Le droit d'approuver le rapport annuel, les comptes annuels et les comptes de groupe (art. 698 al. 2 ch. 3 et 4 CO)	406
4.	Le droit de déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, en particulier de fixer le dividende et les tantièmes (art. 698 al. 2 ch. 4 CO)	406
5.	Le droit de donner décharge aux membres du conseil d'administration (art. 698 al. 2 ch. 5 CO)	407
6.	Le droit de prendre toutes les décisions qui lui sont réservées par la loi ou les statuts (art. 698 al. 2 ch. 6 CO).....	407
7.	Les compétences de l'assemblée générale des SA cotées en bourse élargies selon l'ORab	408
D.	CONVOCAION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ET ORDRE DU JOUR.....	408
1.	Les différentes assemblées générales et leur tenue	408
2.	La convocation de l'assemblée générale	409
2.1.	Convocation de l'assemblée générale ordinaire	409
2.2.	Convocations spéciales de l'assemblée générale.....	409
2.3.	Convocation extraordinaire de l'assemblée générale	409
2.4.	Convocation ordonnée par le juge	410
2.5.	Convocation par l'assemblée générale elle-même	410
2.6.	Droit de convocation des participants.....	410
3.	Mode et délai de convocation	410
4.	Contenu de la convocation	411
E.	DEROULEMENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE	412
1.	Généralités.....	412
2.	La participation à l'assemblée générale	412
3.	Assemblée générale et internet	412
4.	Détermination des droits de vote et voix totales	413
5.	Le déroulement des délibérations à l'assemblée générale	414
6.	Décisions et élections	414
6.1.	Principes.....	414
6.2.	Les diverses majorités légales et statutaires.....	414
6.2.1.	La majorité absolue des voix attribuées aux actions représentées	415
6.2.2.	La double majorité qualifiée des deux tiers des voix attribuées aux actions représentées totalisant la majorité absolue des valeurs nominales représentées	415
6.2.3.	La majorité simple.....	416
6.3.	L'unanimité de l'assemblée générale.....	417
6.4.	L'unanimité légale ou statutaire	417
7.	Entrée en vigueur des décisions de l'assemblée générale.....	418
8.	Rédaction d'un procès-verbal.....	418
9.	Communication des décisions aux détenteurs de bons de participation	418
F.	LA REPRESENTATION DE L'ACTIONNAIRE A L'ASSEMBLEE GENERA- LE.....	418
1.	Généralités.....	418
2.	Distinction entre représentation individuelle et représentation collective	419
3.	Représentation volontaire et légale.....	419

4.	Représentation collective.....	419
4.1.	Sociétés en générale	419
4.2.	Sociétés cotées en bourse	419
5.	Légitimation	419
6.	L'exercice de la représentation.....	420
G.	LE DROIT DE REVOCATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE	421
1.	Principe.....	421
2.	Droits des personnes révoquées.....	421
H.	ANNULABILITE ET NULLITE DES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE	421
1.	Généralités.....	421
2.	Les causes d'annulabilité et de nullité.....	422
I.	L'ANNULATION DES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE	422
1.	Principe.....	422
2.	Décisions annulables	422
3.	Procédure et for	423
J.	NULLITE ABSOLUE DE DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE	424
1.	Principe.....	424
2.	Cas de nullité légale.....	424
3.	Cas de nullité pour simples vices de forme	424
4.	Procédure et for	424
K.	EXEMPLES DE DOCUMENTS RELATIFS AUX ASSEMBLEES GENERALES	426
1.	Convocation à l'assemblée générale.....	426
2.	Communication relative à la remise des propositions concernant l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.....	431
3.	Liste de présence	432
4.	Carte d'admission.....	433
5.	Procuration	433
6.	Bulletins de vote.....	435
7.	Procès-verbal de l'assemblée générale	435
XVII.	LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	439
A.	NOTION ET ELECTION DES MEMBRES	439
1.	Notion et compétence	439
2.	La désignation des membres du conseil d'administration	439
3.	Éligibilité des membres	440
4.	Durée de fonction	440
5.	L'élection du conseil d'administration dans la société anonyme cotée en bourse.....	441
6.	L'inscription des administrateurs au RC	441
7.	Fin de fonction.....	442
7.1.	En général.....	442
7.2.	Démission et révocation de l'administrateur	443
7.3.	Entrée en liquidation de la société	442
8.	Radiation au RC	443
9.	Les administrateurs de fait.....	443
10.	Le comité de rémunération dans les sociétés cotées en bourse.....	443
B.	CAS LEGAUX ET STATUTAIRES DE REPRESENTATION D'INTERETS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	444

Table des matières

1.	Principes	444
2.	Le statut des représentants	445
C.	LES DROITS ET DEVOIRS DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	446
1.	Le statut personnel des membres du conseil d'administration	446
2.	Les droits personnels des membres du conseil	446
2.1.	Le droit de diriger la société et le droit de la représenter	446
2.2.	Le droit de convoquer le conseil d'administration	446
2.3.	Le droit aux renseignements et à la consultation des pièces	446
2.4.	Le droit à la rémunération	447
2.4.1.	La rémunération sous forme d'indemnités périodiques	447
2.4.2.	La rémunération sous forme de tantièmes	448
2.4.3.	La restitution des prestations	448
2.4.4.	La rémunération des haut-dirigeants dans les sociétés cotées en bourse	448
2.4.5.	Défaut du droit d'invoquer le privilège du travailleur dans la faillite.	448
2.5.	Le droit à être déchargé en fin de période administrative	449
3.	Les devoirs personnels des membres du conseil	449
3.1.	Le devoir d'exercer personnellement sa charge	449
3.2.	Le devoir de diligence	450
3.3.	Le devoir de fidélité	450
3.3.1.	Principes	450
3.3.2.	Conflits d'intérêts	451
3.3.2.1.	Contrat avec soi-même	451
3.3.2.2.	Représentation de doubles intérêts	451
3.4.	Le devoir de discrétion	452
3.5.	Le devoir d'équité envers tous les actionnaires	452
3.6.	Le devoir (éventuel) d'être enregistré en tant qu'intermédiaire finan- cier au sens de la LBA	453
3.7.	Le devoir de restitution en fin de mandat	453
D.	LES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	453
1.	Le principe de la compétence générale	453
2.	Les attributions intransmissibles et inaliénables	454
2.1.	Principe	454
2.2.	Le catalogue des attributions	454
2.3.	Les obligations en cas de perte de capital et surendettement	455
2.3.1.	En cas de perte de capital	455
2.3.2.	En cas de surendettement	455
E.	LA REPRESENTATION DE LA SOCIETE	456
1.	Principes	456
2.	La délégation des pouvoirs de représentation	456
2.1.	Principe	456
2.2.	Membres du conseil d'administration et directeurs	456
2.3.	Fondés de procuration et mandataires commerciaux	457
3.	L'étendue et les limitations des pouvoirs de représentations	457
4.	Contrats entre la société et son représentant	458
5.	Mode de représentation	458
6.	L'inscription au RC des personnes avec droit de représentation	458
7.	La révocation et la suspension des représentants	459
8.	La responsabilité pour les organes	459
F.	L'ORGANISATION DE LA GESTION	459
1.	Principes	459

Table des matières

2.	Les types d'organisation	460
3.	La répartition des tâches au sein du conseil.....	461
3.1.	Principe.....	461
3.2.	Le président.....	461
3.3.	Le secrétaire	461
3.4.	Les comités.....	461
4.	La délégation de tout ou partie de la gestion	462
4.1.	Généralités.....	462
4.2.	Les modalités de la délégation.....	462
4.3.	L'étendue de la délégation	462
4.4.	La responsabilité découlant de la délégation	463
5.	Les règlements d'administration et organisation.....	463
5.1.	En général.....	463
5.2.	Le règlement d'administration	463
5.3.	Le règlement d'organisation.....	464
5.4.	Exemple de règlement du conseil d'administration.....	464
G.	LES DECISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	470
1.	Les modalités légales et l'adoption des règles de procédure	470
2.	Forme des prises de décisions et majorité.....	470
3.	Le procès-verbal	471
4.	De la nullité des décisions du conseil d'administration.....	472
XVIII.	LA MISE EN ŒUVRE DE L'INITIATIVE « CONTRE LES RÉMUNÉRATIONS ABUSIVES » DANS LES SOCIÉTÉS ANONYMES COTÉES EN BOURSE	472
1.	Généralités.....	472
2.	Le champ d'application	474
3.	Les règles s'appliquant à la rémunération des hauts dirigeants	474
3.1.	Vote de l'assemblée générale sur les rémunérations des dirigeants....	474
3.1.1.	Généralités.....	474
3.1.2.	Modalités de vote	475
3.1.3.	Votre prospectif ou rétrospectif	475
3.2.	Indemnités absolument interdites	476
3.3.	Indemnités relativement interdite	476
3.4.	Rapport annuel de rémunération.....	477
3.5.	Comité de rémunération	477
4.	Règles de corporate governance	477
4.1.	Élection du conseil d'administration et de son président.....	478
4.2.	Délégation de la gestion	478
4.3.	Représentation des actionnaires.....	478
4.4.	Règles d'organisation interne	478
4.5.	Mandats externes des membres du conseil d'administration, de la direction et du conseil consultatif.....	479
5.	Règles applicables aux institutions de prévoyance	479
6.	Dispositions pénales	480
6.1.	Des organes de la société.....	480
6.2.	Dans le domaine des institutions de prévoyance	480
XIX.	CORPORATE GOVERNANCE	481
1.	Notion.....	481
2.	Développement du corporate governance.....	481
3.	Le Code suisse de bonne pratique pour le Gouvernement d'entreprise	483
3.1.	Généralités.....	483

Table des matières

3.2.	Éléments essentiels du Code suisse de bonne pratique.....	483
3.2.1.	Les droits des actionnaires.....	483
3.2.2.	Le conseil d'administration et la direction.....	483
3.2.3.	La révision.....	484
3.2.4.	La publicité.....	484
3.2.5.	La rémunération des membres du conseil d'administration et de la direction.....	484
4.	La Directive SWX Swiss Exchange Corporate governance du 1 ^{er} septembre 2014.....	485
4.1.	Généralités.....	485
4.2.	Éléments essentiels de la Directive SWX.....	486
5.	Bonne pratique des investisseurs institutionnels.....	486
XX.	L'ORGANE DE RÉVISION	487
A.	GENERALITES	487
1.	L'obligation de révision.....	487
2.	But initial principal de la révision du droit de la révision entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2008.....	487
3.	Le contrôle ordinaire et le contrôle restreint.....	488
4.	PME et droit de la révision.....	488
5.	Les caractéristiques du droit de la révision.....	488
6.	Neutralité des modes de révision par rapport à la forme juridique.....	489
7.	Surveillance et agrément ; catégories d'experts.....	490
8.	Modes distincts de révision.....	490
9.	Indépendance de l'organe de révision.....	490
10.	Contrôle ordinaire / contrôle restreint.....	490
11.	Contrôle restreint ; flexibilité du contrôle restreint pour les PME et opting out.....	492
12.	Préservation des droits des actionnaires / associés minoritaires des entités soumises à un contrôle restreint.....	492
B.	CATEGORISATION DES ENTITES SOUS L'ANGLE DU DROIT DE LA REVISION	493
1.	Catégorisation des entreprises.....	493
2.	Associations et fondations (Excursus).....	495
3.	Seuils par rapport à la LFus et à l'art. 663e CO.....	495
C.	SURVEILLANCE ET AGREMENT DES REVISEURS	496
1.	L'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR).....	496
2.	Les agréments en matière de révision.....	496
3.	Les agréments pour les audits selon les lois sur les marchés financiers.....	497
4.	Contrôle de l'activité des entreprises de révision soumises à la surveillance de l'État.....	497
D.	POSSIBILITES D'OPTING	497
1.	Généralités.....	497
2.	L'opting out.....	498
2.1.	Principe.....	498
2.2.	Décision de l'assemblée générale.....	498
2.3.	Décision par une procédure écrite.....	498
2.4.	Retour au contrôle restreint.....	499
2.5.	Modification des statuts.....	499
3.	L'opting down.....	499

Table des matières

4.	L'opting up.....	500
5.	L'opting in.....	500
E.	PERSONNE, FONCTION ET INDEPENDANCE DE L'ORGANE DE REVISION	501
1.	Personne du réviseur et agrément	501
2.	Position et fonction du réviseur au sein de la société.....	501
2.1.	Dans le cadre du contrôle ordinaire	501
2.2.	Dans le cadre du contrôle restreint	502
3.	Indépendance du réviseur	502
3.1.	Principe.....	502
3.2.	Dans le cadre du contrôle ordinaire	503
3.2.1.	Niveau de contrôle ordinaire	503
3.2.2.	Niveau de contrôle ordinaire qualifié	504
3.3.	Dans le cadre du contrôle restreint	504
3.4.	Dans le cadre du contrôle facultatif	505
4.	Normes professionnelles de révision	505
4.1.	Normes applicables aux contrôles ordinaires.....	505
4.2.	Norme applicable aux contrôles restreints	506
F.	NOMINATION ET INSCRIPTION AU RC DE L'ORGANE DE REVISION	506
1.	Nomination de l'organe de révision.....	506
2.	Confirmation du mandat de révision	507
2.1.	Dans le cadre d'une révision ordinaire	507
2.2.	Dans le cadre d'une révision restreinte	507
3.	Inscription au registre du commerce.....	507
3.1.	De la réquisition	507
3.2.	Le pouvoir d'examen du préposé au RC.....	509
G.	DUREE DE FONCTION, DEMISSION, REVOCATION ET RADIATION DU RC	509
1.	Durée de fonction	509
2.	Démission du réviseur	509
3.	Révocation du réviseur par l'assemblée générale	510
4.	Révocation du réviseur par le juge	510
5.	Communication au RC de la fin du mandat d'organe de révision	510
H.	DESIGNATION PAR LE JUGE	511
1.	Cas de désignation par le juge	511
2.	Démission et révocation du réviseur désigné par le juge	511
I.	ATTRIBUTIONS	511
1.	Généralités.....	511
2.	Les attributions dans le cadre du contrôle ordinaire	512
2.1.	Objet et étendue du contrôle ordinaire	512
2.1.1.	La vérification de la conformité des comptes annuels et, cas échéant, des comptes de groupe.....	512
2.1.1.1.	En général.....	512
2.1.1.2.	Respect des structures minimales du bilan, du compte de résultat et des indications obligatoires de l'annexe	512
2.1.1.3.	Contrôle du cadre référentiel adopté.....	512
2.1.1.4.	Contrôle de la prise en compte d'événements post clôture d'importance	513
2.1.2.	Le contrôle de la proposition de l'emploi du bénéfice au bilan	513
2.1.3.	Le contrôle de l'existence d'un système de contrôle interne	514
2.2.	Rapports de l'organe de révision sur les états financiers	515

Table des matières

2.2.1. En général.....	515
2.2.2. Les types de recommandation	517
2.2.2.1. La recommandation d'approuver les comptes	517
2.2.2.2. La recommandation d'approuver les comptes avec réserve.....	518
2.2.2.3. La proposition de renvoyer les comptes au conseil d'administration .	518
2.2.2.4. La déclaration de comptes non audités	518
3. Les attributions dans le cadre du contrôle restreint.....	518
3.1. Objet et étendue du contrôle restreint.....	518
3.2. Les opérations de contrôle.....	519
3.2.1. En général.....	519
3.2.2. Modalités des opérations de contrôle.....	520
3.2.3. Catalogue des opérations de contrôle selon la NCR	521
3.2.4. Le contrôle qu'il n'existe point de faits dont il résulte que les comptes ne soient pas conformes aux dispositions légales et aux statuts ..	522
3.2.4.1. En général.....	522
3.2.4.2. Respect de la structure minimale du compte de profits et pertes, du bilan et des indications obligatoires de l'annexe	522
3.2.4.3. Contrôle de la prise en compte des événements post clôture d'importance	523
3.2.4.4. Contrôle éventuel du respect intégral de référentiels	523
3.3. Le contrôle de la proposition de l'emploi du bénéfice au bilan	523
3.4. Rapport de l'organe de révision sur les états financiers.....	523
3.4.1. En général.....	523
3.4.2. Types de formulation.....	524
4. Différences entre les deux types de révision.....	526
5. Vérifications spéciales.....	527
5.1. Vérifications spéciales des réviseurs agréés et experts-réviseurs agréés.....	527
5.2. Vérifications spéciales des experts-réviseurs agréés.....	528
6. De l'obligation d'avis de l'organe de révision au conseil d'administration et à l'assemblée générale dans le cadre du contrôle ordinaire .	529
6.1. Principe.....	529
6.2. Objet du devoir d'avis	529
7. Avis obligatoire en cas de surendettement.....	530
7.1. Principe.....	530
7.2. Devoirs de l'organe de révision.....	530
8. Convocation de l'assemblée générale	531
8.1. Assemblée générale annuelle.....	531
8.2. Assemblées extraordinaires	531
J. DEVOIR DE DISCRETION ET DE RESTITUTION EN FIN DE MANDAT	532
1. En général.....	532
2. Le secret professionnel face au juge	532
3. Devoir de restitution en fin de mandat.....	532
K. DISPOSITIONS PARTICULIERES D'ORGANISATION.....	533
1. Extension des attributions de l'organe de révision	533
2. Limites à l'extension des attributions de l'organe de révision.....	533
3. Mandats d'expert.....	533
L. L'ORGANE DE REVISION DES COMPTES DE GROUPE.....	533
1. Principe.....	533
2. L'obligation d'établir des comptes consolidés.....	534
3. La vérification des comptes de groupe	534
3.1. En général.....	534

3.2.	Phases de la vérification	534
3.3.	Avis obligatoire au conseil d'administration et à l'assemblée générale.....	535
3.4.	Application des normes d'audit.....	535
4.	Le rapport de révision.....	536
4.1.	En général.....	536
4.2.	Présentation du rapport par l'organe de révision	536
5.	La responsabilité du réviseur des comptes de groupe	536
XXI.	LA RESPONSABILITÉ DES ORGANES DE LA SA	537
A.	GENERALITES.....	537
B.	LES CAS DE RESPONSABILITE.....	537
1.	La responsabilité pour le prospectus d'émission (art. 752 CO).....	537
2.	La responsabilité dans les actes de fondation (art. 753 CO)	538
3.	La responsabilité dans l'administration, la gestion et la liquidation (art. 754 CO).....	539
3.1.	Principes	539
3.2.	En cas de délégation de la gestion	541
3.3.	Étendue de la diligence	541
3.4.	La responsabilité spéciale selon l'art. 52 LAVS	542
3.5.	La responsabilité solidaire pour les dettes fiscales	542
3.6.	la couverture du risque de responsabilité.....	543
4.	La responsabilité dans la révision (art. 755 CO).....	543
4.1.	Principes	543
4.2.	Actes et tâches non visés par l'art. 755 CO	545
4.3.	La question en particulier de la responsabilité de l'organe de révision pour les erreurs de décision des investisseurs et bailleurs de fonds fondées sur les rapports de révision	545
4.4.	Spécificité du dommage résultant de la faute de l'organe de révision	546
C.	LES CONDITIONS DE LA RESPONSABILITE.....	546
1.	Les conditions matérielles	546
2.	Exemples de cas de responsabilités	549
D.	PRETENTIONS EN REPARATION DU DOMMAGE SUBI PAR LA SOCIETE, LES ACTIONNAIRES ET LES CREANCIERS.....	551
1.	Distinction entre dommage direct et dommage indirect et légitimation pour agir en réparation	551
1.1.	Principes	551
1.2.	Distinction des cas de figure.....	551
1.3.	Concours de dommages directs pour le créancier et pour la société...	552
1.4.	Restriction de la qualité pour agir en cas de dommages directs de la société et des actionnaires / créanciers pour les mêmes actes illicites	552
2.	La légitimation active	553
2.1.	Légitimation en cas de dommage subi uniquement par la société	554
2.2.	Légitimation en cas de dommage subi uniquement par les actionnaires et créanciers	554
2.3.	Légitimation en cas de dommage subi par la société, les actionnaires et les créanciers	555
3.	Légitimation passive.....	555
4.	Défaut de droit d'action en raison du consentement des personnes lésées	555
E.	PRETENTIONS HORS FAILLITE	556

Table des matières

1.	Droit d'action de la société et des actionnaires.....	556
2.	Décision d'agir en justice et représentation de la société.....	556
3.	Répartition des frais.....	557
F.	PRETENTION DANS LA FAILLITE	557
1.	Droit d'action prioritaire de l'administration de la faillite.....	557
2.	Droit d'action subsidiaire des actionnaires et créanciers pour le dommage direct de la société et leur dommage indirect	558
2.1.	Cas de faillite.....	558
2.2.	Objet de l'action, mandat procédural, consorité	558
2.3.	Exceptions, effets d'une transaction	559
2.4.	Ordre de désintéressement.....	559
2.5.	Réserve de la cession des droits de la masse selon l'art. 260 LP	560
3.	Situation en cas de dommage direct tant de la société que des action- naires et créanciers	560
G.	EFFETS DE LA DECHARGE	560
1.	Notion.....	560
2.	Bénéficiaires.....	560
3.	Portée.....	561
4.	Vote de la décharge	561
5.	Effets de la décharge	561
H.	RESPONSABILITE SOLIDAIRE ET ACTIONS RECURSOIRE	562
1.	Distinction entre les solidarités parfaite et imparfaite.....	562
2.	La solidarité différenciée selon l'art. 759 CO.....	563
2.1.	Principes.....	563
2.2.	Détermination du dommage et des cercles / circonscription du dommage	564
2.3.	Prise en compte des facteurs d'atténuation et des circonstances personnelles.....	564
3.	Concours d'actions et conclusions en répartition	565
4.	Détermination des frais et dépens.....	565
5.	Recours en cascade.....	566
6.	Exemple de détermination des responsabilités	567
I.	PRESCRIPTION	568
1.	Généralités.....	568
2.	Prescription relative de cinq ans	568
3.	Prescription absolue de dix ans.....	569
4.	Prescription réservée par le droit pénal.....	569
5.	Projet de révision du droit de la prescription	569
6.	Fors ordinaires et spéciaux	570
6.1.	Actions en responsabilité du droit des sociétés.....	570
6.2.	Autres actions	571

Section E : Fin et autres aspects de la SA

XXII.	LA DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE LA SA	571
A.	LA DISSOLUTION DE LA SA	571
1.	Les cas de dissolution	571
1.1.	La dissolution en conformité des statuts.....	571
1.2.	La dissolution décidée par l'assemblée générale.....	572
1.3.	La dissolution par l'ouverture de la faillite	574

1.4.	La dissolution par un jugement pour cause de juste motif.....	575
1.4.1.	Principes.....	575
1.4.2.	Notion de justes motifs.....	576
1.5.	La dissolution pour les autres motifs prévus par la loi.....	577
2.	Les effets de la dissolution.....	578
2.1.	La modification du but social et des compétences des organes.....	578
2.2.	L'inscription de la dissolution au RC.....	579
2.3.	Exemples de publications dans la FOSC.....	579
B.	LA LIQUIDATION DE LA SA.....	581
1.	La situation juridique.....	581
2.	Les organes de la SA en liquidation.....	581
2.1.	L'assemblée générale.....	581
2.2.	Le conseil d'administration.....	581
2.3.	L'organe de révision.....	581
2.4.	Les liquidateurs.....	582
2.4.1.	Fonctions, pouvoirs et responsabilité.....	582
2.4.2.	Désignation.....	582
2.4.3.	Révocation et résignation de fonction.....	582
3.	La procédure de liquidation.....	582
3.1.	Appel aux créanciers et bilan d'entrée en liquidation.....	582
3.2.	Continuation des affaires courantes ou mise en faillite.....	584
3.3.	Établissement de bilans intermédiaires.....	585
3.4.	Protection des créanciers.....	585
3.5.	Clôture de la liquidation.....	585
3.6.	Répartition de l'actif (ordinaire / anticipée).....	585
3.7.	Radiation du RC.....	586
3.7.1.	En cas de requête ordinaire.....	586
3.7.2.	En cas de faillite, concordat par abandon d'actif.....	588
3.7.3.	En cas de société inactive, sans actif, liquidée de fait.....	588
4.	Réinscription au RC.....	588
C.	LES PLANS SOCIAUX EN CAS DE LICENCIEMENTS COLLECTIFS (EXCURSUS).....	588
1.	Généralités.....	588
2.	Notion et principe.....	589
3.	Contenu.....	589
4.	Nature juridique.....	590
5.	Mode d'interprétation.....	591
6.	Droit à des prestations d'une fondation de prévoyance ou de bienfaisance en relation avec un plan social.....	591
6.1.	Principe.....	591
6.2.	Exclusion de prestations relevant normalement d'un employeur.....	592
7.	Prise en compte conjointe des prestations de prévoyance et d'un plan social.....	592
XXIII.	LES OPÉRATIONS DE FUSION, SCISSION, TRANSFORMATION ET DE TRANSFERT DE PATRIMOINE.....	593
XXIV.	LA PARTICIPATION DE CORPORATIONS DE DROIT PUBLIC, LA REPRISE D'UNE SA PAR UNE CORPORATION DE DROIT PUBLIC.....	593
A.	LA PARTICIPATION DE CORPORATIONS DE DROIT PUBLIC DANS UNE SA.....	593

Table des matières

1.	Droit statutaire de participation de corporations de droit public non actionnaires.....	593
2.	Droits et obligations des délégués	593
B.	REPRISE D'UNE SA PAR UNE CORPORATION DE DROIT PUBLIC.....	594
1.	Généralités.....	594
2.	Procédure.....	594
XXV.	INSTITUTIONS DE DROIT PUBLIC NON SOUMISES	
	AUX ART. 620-761 CO	595
1.	Principe.....	595
2.	Établissements cantonaux garantis	595
3.	Établissements cantonaux non garantis	596

QUATRIÈME PARTIE

§ 11.	LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS.....	599
I.	GÉNÉRALITÉS.....	599
1.	Actualité de la SCMA	599
2.	De la révision en cours du droit de la SA	599
II.	DÉFINITION ET DÉLIMITATIONS	599
1.	Définition	599
2.	Droit applicable et délimitation	600
III.	ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS.....	600
1.	Les statuts, le but et le siège	600
2.	La raison sociale	600
3.	Le capital social.....	601
4.	De la responsabilité personnelle des actionnaires administrateurs.....	601
IV.	CONSTITUTION	601
1.	Principe.....	601
2.	Société unipersonnelle.....	602
V.	ORGANISATION.....	602
1.	Les organes en général	602
2.	L'assemblée générale	602
3.	L'administration.....	603
4.	L'organe de contrôle	603
5.	L'organe de révision.....	604
VI.	DISSOLUTION.....	604
1.	En général et du caractère personnel de la société.....	604
2.	Renvoi aux dispositions du droit de la SA	
§ 12.	LA SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE	605

Section A : Structure de la société

I.	GÉNÉRALITÉS.....	605
A	NOTION.....	605

1.	Définition de la SARL.....	605
2.	Distinctions.....	606
3.	Fondement.....	606
4.	La SARL : Une entité juridique indépendante des associés de nature hybride.....	607
5.	Fondateurs, associés, parts sociales.....	608
6.	Choix de la SARL en regard de la SA.....	608
B.	DROIT APPLICABLE.....	608
1.	Droit applicable (CO, ORC, LDIP).....	608
2.	Genèse de la révision de 2005 du droit de la SARL.....	609
3.	Modification et révision en cours du droit de la SARL.....	609
C.	ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS ET CARACTERISTIQUES.....	610
1.	Le but de la société.....	610
2.	La raison sociale.....	611
3.	Le siège.....	612
4.	Les statuts.....	612
4.1.	Les clauses nécessaires (art. 776 CO).....	613
4.2.	Les dispositions facultatives qualifiées (art. 776a CO).....	613
4.3.	Les dispositions particulières obligatoires.....	615
4.4.	Exemple de statuts types.....	615
4.5.	Clauses statutaires particulières.....	623
4.6.	Adoption des statuts.....	626
4.7.	Vérification du contenu matériel des statuts.....	626
D.	CAPITAL SOCIAL, DROITS PARTICIPATIFS.....	626
1.	Le capital social.....	626
1.1.	En général.....	626
1.2.	Exemples de libellés de capital social.....	627
2.	Les parts sociales.....	628
2.1.	Spécifications.....	628
2.2.	Nature juridique.....	629
2.3.	Inscription au registre des parts sociales.....	629
3.	Les bons de jouissance.....	630
4.	Excursus : les bons de participation.....	631
5.	Droit de timbre d'émission.....	631
II.	LA FONDATION.....	632
A.	PROCEDURE.....	632
1.	Les phases de la fondation.....	632
2.	Les opérations préparatoires.....	632
3.	Caractère simple ou qualifié de la fondation.....	632
4.	L'assemblée constitutive, les fondateurs.....	633
5.	L'acte constitutif.....	634
6.	Les apports.....	640
7.	Les reprises de biens.....	641
8.	Les libérations par compensation.....	641
9.	Les avantages particuliers accordés aux fondateurs ou à des tiers.....	641
B.	LES PIECES JUSTIFICATIVES DANS LE CADRE D'UNE FONDATION SIMPLE.....	642
1.	L'acte constitutif.....	643
2.	Les statuts.....	643
3.	La preuve de l'acceptation des fonctions de gérant.....	643

4.	La preuve de l'acceptation de la fonction de réviseur.....	643
5.	Le procès-verbal de la séance constitutive du comité des gérants	643
6.	La décision des fondateurs réglant la présidence parmi les gérants	644
7.	La décision des fondateurs ou des gérants concernant la désignation des autres personnes habilitées à représenter la société	644
8.	L'attestation de consignation	644
9.	La déclaration de disposer d'un bureau à l'adresse indiquée dans l'acte constitutif ou la déclaration de domiciliation	644
10.	La « Déclaration I » ou « Déclaration Stampa »	644
11.	La « Déclaration II » ou « Déclaration Lex Friedrich »	644
C.	DANS LE CAS D'UNE FONDATION QUALIFIEE.....	645
1.	Les contrats relatifs aux apports en nature	645
2.	Les contrats relatifs aux reprises de biens.....	645
3.	Le rapport de fondation	645
4.	L'attestation de vérification	647
III.	L'INSCRIPTION AU RC.....	647
A.	L'INSCRIPTION DE LA SOCIETE.....	647
1.	La réquisition d'inscription	647
2.	Objet de l'inscription	647
3.	Vérification du préposé, examen de l'OFRC, opposition de tiers à une inscription, responsabilité et sanction	653
4.	Les effets de l'inscription	653
B.	LA SITUATION DE DROIT ENTRE LA CONSTITUTION DE LA SARL ET SON INSCRIPTION AU RC	653
C.	L'INSCRIPTION DES SUCCURSALES	654
IV.	L'ÉMISSION DES PARTS SOCIALES, LE REGISTRE DES PARTS SOCIALES	654
1.	L'émission des parts sociales.....	654
2.	L'inscription des associés au registre du commerce	655
3.	Le registre des parts sociales	655
V.	LA MODIFICATION DES STATUTS	657
1.	Le principe.....	657
1.1.	En général.....	657
1.2.	Cas de la modification de l'obligation statutaire d'effectuer des ver- sements supplémentaires et des prestations accessoires	658
2.	Les communications au RC.....	658
3.	Effets des modifications	660
VI.	L'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL	660
A.	GENERALITES	660
1.	Principes	660
2.	Décision de l'assemblée des associés	661
3.	Réserve des droits préférentiels de souscription	661
4.	Délai	661
5.	Nullité des titres émis avant l'inscription	661
B.	PROCEDURE.....	661
1.	Décision d'augmentation par l'assemblée des associés	661
2.	Le bulletin de souscription	662

3.	Libération	662
3.1.	Libération en espèce et en nature	662
3.2.	Libération par incorporation de fonds propres	663
3.3.	Libération par compensation	663
4.	Établissement d'un rapport d'augmentation	663
5.	L'attestation de l'organe de révision	663
6.	Constat de l'augmentation du capital et modification des statuts	663
7.	Inscription au RC	663
VII.	LA RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL	664
1.	Principes	664
2.	Procédures	664
VIII.	L'ACQUISITION PAR LA SARL DE SES PROPRES PARTS SOCIALES	664
1.	Acquisition par la société	664
1.1.	Principes	664
1.2.	Modalités comptables	665
1.3.	Spécificité du droit de la SARL	666
1.3.1.	Suppression des obligations de versements supplémentaires et prestations accessoires	666
1.3.2.	Modalités de détermination des fonds propres disponibles en cas de sortie et exclusion de la société	667
2.	Acquisition par des filiales	667
3.	Les effets de l'acquisition par la SARL de parts sociales propres au-delà des limites légales ou sans fonds propres disponibles	667
4.	Droits sociaux et patrimoniaux liés aux parts sociales propres	667
5.	L'admission par la société de parts sociales propres en nantissement	667
IX.	LE TRANSFERT DES PARTS SOCIALES	668
1.	Transfert par cession	668
2.	Promesse de cession et peine conventionnelle	673
3.	Transfert par succession, par partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée	674
4.	L'usufruit sur des parts sociales	674
5.	Droit de gage sur des parts sociales	675
6.	Parts indivises entre plusieurs associés	675
6.1.	Nature juridique des rapports de propriété	675
6.2.	Désignation et fonction d'un représentant commun	675
6.3.	Droits et obligations des ayants droit sur une part sociale à l'égard de la société	676
7.	Cession en la forme authentique prévue par les statuts	676
8.	Obligation de transparence en cas d'acquisition de parts sociales	676
8.1.	Généralités	676
8.2.	Obligation d'annonce de l'ayant droit économique en cas de participation qualifiée	676
8.2.1.	Teneur de l'obligation d'annoncer	676
8.2.2.	Identification de l'ayant droit économique	677
8.3.	Inscription dans la liste des associés	677
8.4.	Conséquence en cas de violation	677

Section B : Droits et obligations des associés

X.	LES OBLIGATIONS ET DROITS PATRIMONIAUX DES ASSOCIÉS	678
-----------	--	------------

Table des matières

A.	GENERALITES	678
B.	L'OBLIGATION DE LIBERER LES PARTS SOUSCRITES	678
1.	La libération	678
2.	Demeure de l'associé	679
C.	L'OBLIGATION D'EFFECTUER DES VERSEMENTS SUPPLEMENTAIRES STATUTAIRES	679
1.	Principes	679
1.1.	Fondements statutaires	679
1.2.	But, conditions et emploi des versements	680
1.2.1.	La somme du capital social et des réserves légales n'est plus couverte	680
1.2.2.	La société ne peut continuer à gérer ses affaires de manière diligente sans ces moyens additionnels	680
1.2.3.	La société a besoin de fonds propres pour des motifs prévus par les statuts	681
1.3.	Exigibilité des versements supplémentaires encore dus en cas de faillite de la société prononcée	682
1.4.	Exemple de clause statutaire	682
2.	Décision de versements supplémentaires	683
3.	Demeure de l'associé	683
4.	Restitution des versements supplémentaires	684
5.	Réduction et suppression de l'obligation d'effectuer des versements supplémentaires	684
6.	Maintien des versements supplémentaires pour les associés sortants	684
7.	Introduction subséquente	685
D.	L'OBLIGATION D'EFFECTUER DES PRESTATIONS ACCESSOIRES STATUTAIRES DE NATURE PATRIMONIALE	685
1.	Principes	685
2.	Intérêts des prestations accessoires	686
3.	Conditions générales de validité des prestations accessoires	686
4.	Genre des prestations accessoires de nature pécuniaire	687
5.	Réduction ou suppression des prestations accessoires	688
6.	Introduction subséquente de prestations accessoires	688
E.	LE DROIT AUX DIVIDENDES ORDINAIRES ET DE LIQUIDATION	689
1.	Principes	689
1.1.	Droit aux dividendes annuels	689
1.2.	Droit aux dividendes de liquidation	689
2.	Fixation des dividendes annuels	689
2.1.	Base de calcul des dividendes	689
2.2.	Fixation du montant des dividendes	690
2.3.	Décision	690
3.	Mode de paiement des dividendes	691
4.	Dividendes intermédiaires et extraordinaires	691
5.	Distributions occultes / dissimulées de dividendes	691
F.	LE DROIT EVENTUEL A DES INTERETS INTERCALAIRES	691
1.	Principes de l'interdiction de payer des intérêts sur le capital sous réserve d'intérêts intercalaires statutaires	691
2.	Conditions au versement d'intérêts intercalaires	691
G.	LE DROIT DE SOUSCRIPTION PREFERENTIEL	692
1.	Principes	692

2.	Droits acquis.....	692
3.	Conditions de suppression ou de restriction	692
3.1.	Existence d'un juste motif.....	692
3.2.	Conditions à l'introduction de restrictions.....	692
H.	LA RESTITUTION DES PRESTATIONS INDUES OBTENUES PAR LES ASSOCIES ET LES GERANTS	693
XI.	LES OBLIGATIONS ET DROITS SOCIAUX DES ASSOCIÉS	693
A.	GENERALITES	693
B.	LE DEVOIR DE FIDELITE	694
1.	Principe.....	694
2.	Dérogation au devoir de fidélité	694
C.	LA PROHIBITION DE FAIRE CONCURRENCE.....	694
1.	Principe.....	694
2.	Distinction entre les associés non gérants et les associés gérants	695
3.	Contenu et durée de validité de la clause de prohibition de concurrence	695
4.	Les conséquences de la violation de la clause	696
5.	Dérogation à la prohibition de faire concurrence.....	696
6.	Adoption ultérieure d'une clause de prohibition de concurrence.....	696
D.	L'OBLIGATION D'EFFECTUER DES PRESTATIONS ACCESSOIRES	696
1.	En général.....	696
2.	Conditions générales de validité des prestations accessoires.....	696
3.	Utilité des prestations accessoires de nature sociale	698
4.	Réduction ou suppression des prestations accessoires.....	698
5.	Introduction subséquente de prestations accessoires	698
E.	L'OBLIGATION DE GERER LA SOCIETE	698
F.	LE DROIT DE PARTICIPER A L'ASSEMBLEE DES ASSOCIES.....	698
1.	Participation ordinaire à l'assemblée des associés.....	699
1.1.	Principe.....	699
1.1.1.	Droit général de l'associé de participer à l'assemblée des associés....	699
1.1.2.	Droit de convoquer une assemblée extraordinaire des associés.....	700
1.1.3.	Droit de demander l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.....	700
1.2.	Légitimation à l'égard de la société.....	700
1.2.1.	En général.....	700
1.2.2.	Obligation de nommer un représentant commun en cas de titres de propriété de plusieurs personnes	701
1.2.3.	Particularité des parts sociales grevées d'usufruit	701
1.2.4.	Particularité des parts sociales gagées	701
1.3.	Représentation de l'associé	701
1.3.1.	Principes	701
1.3.2.	Communications à la société des parts sociales représentées	702
2.	Participation sans droit à l'assemblée des associés.....	702
2.1.	Interdiction d'abandon de parts sociales.....	702
2.2.	Participation en violation des obligations d'identification selon la législation GAFI	703
2.3.	Droit de protestation	703
2.4.	Droit d'action	703
G.	DROIT DE VOTE A L'ASSEMBLEE DES ASSOCIES.....	704

1.	En général.....	704
1.1.	Principes généraux.....	704
1.2.	Principe de proportionnalité au capital social.....	704
1.3.	Limitation du nombre de voix.....	704
1.4.	Droit de vote suite à un assainissement.....	705
1.5.	Exclusion du droit de vote.....	705
1.5.1.	L'associé qui a coopéré à la gestion de la société.....	705
1.5.2.	L'associé cédant ses parts à la société.....	706
1.5.3.	Parts sociales remises en usufruit.....	706
2.	Parts sociales à droit de vote privilégié.....	706
2.1.	Principe statutaire.....	706
2.2.	But et ratio des parts sociales à droit de vote privilégié.....	706
2.3.	Limites.....	706
2.4.	Cas d'exclusion du droit de vote privilégié.....	707
2.5.	Maintien des droits de vote selon l'ancien droit.....	707
3.	Droit de veto.....	707
3.1.	Principe.....	707
3.2.	Nature du droit de veto.....	708
H.	LE DROIT DE GESTION ET DE REPRESENTATION.....	708
1.	Principes.....	708
1.1.	Le droit de gestion.....	708
1.2.	Le droit de représentation.....	709
2.	Délégation de la gestion et représentation entre associés.....	709
3.	Délégation de la gestion et représentation à des tiers.....	709
4.	Nomination de directeurs, fondés de pouvoir et mandataires par les gérants.....	709
5.	Révocation des droits de gestion et représentation.....	610
I.	LE DROIT AUX RENSEIGNEMENTS ET LE DROIT DE CONTROLE.....	710
1.	Généralités.....	710
2.	Communication des rapports de gestion et de révision.....	711
3.	Droit aux renseignements et droit de contrôle des associés gérants....	711
4.	Droit aux renseignements et droit de contrôle des associés non gérants.....	711
4.1.	Droit aux renseignements.....	711
4.2.	Droit de contrôle.....	712
4.3.	Restriction au droit aux renseignements et au droit de contrôle.....	712
4.4.	Refus injustifié du droit aux renseignements ou du droit de contrôle.	713
4.5.	Institution d'un contrôle spécial selon les art. 697a ss CO.....	713
5.	Droit de consulter le procès-verbal ensuite d'une assemblée des associés.....	713
6.	Droit de recevoir les rapports de gestion et de révision en la forme approuvée par l'assemblée des associés.....	713
7.	Droit de demander l'établissement de comptes de groupe.....	714
8.	Droit de consultation des associés d'une société en faillite.....	714
J.	MAXIMES GENERALES DE LA PROTECTION DES DROITS SOCIAUX DES ASSOCIES.....	714
1.	Généralités.....	714
2.	Le principe de l'égalité de traitement.....	714
3.	Le principe de la prise en compte des intérêts de tous les associés....	714
XII.	LES DROITS PATRIMONIAUX ET SOCIAUX DES DÉTENTEURS DE BONS DE JOUISSANCE.....	715

XIII. LE DROIT DE SORTIE ET L'EXCLUSION D'UN ASSOCIÉ	715
A. LE DROIT DE SORTIE DE L'ASSOCIE	715
1. Principe.....	715
2. Le droit de sortie statutaire	716
3. Le droit de sortie judiciaire pour justes motifs	717
4. Sortie conjointe d'associés	717
5. Mesures (super-)provisionnelles.....	717
B. L'EXCLUSION D'UN ASSOCIE	718
1. L'exclusion judiciaire pour de justes motifs	718
1.1. Principe et motif (conditions matérielles).....	718
1.2. Majorité requise et procédure (conditions formelles)	718
2. L'exclusion statutaire	718
2.1. Principe (conditions matérielles)	718
2.2. Majorité requise et procédure (conditions formelles).....	719
C. LES EFFETS DE LA SORTIE ET DE L'EXCLUSION D'UN ASSOCIE.....	719
1. Droit à l'indemnisation.....	719
2. Exigibilité de l'indemnisation.....	719
2.1. La société dispose de fonds propres disponibles	720
2.2. La société peut aliéner les parts sociales de l'associé qui quitte la société.....	720
2.3. La société peut réduire son capital social dans le respect des dispositions en la matière	720
3. Détermination de l'exigibilité.....	720
4. Conséquences de l'exigibilité.....	721
5. Détermination de l'indemnité en cas de sortie conjointe	721
Section C : Droit comptable, perte de capital et surendettement	
XIV. LE DROIT COMPTABLE.....	722
A. GENERALITES	722
1. Application du droit comptable selon le titre XXX ^e du CO.....	722
2. Dispositions spéciales du droit de la SA applicables au droit de la SARL.....	723
B. DISPOSITIONS AYANT UNE INCIDENCE COMPTABLE PROPRE AUX SARL	723
1. L'acquisition par la société de parts sociales propres	723
2. L'obligation statutaire (cas échéant) de versements supplémentaires.	724
3. Droit aux dividendes sur les versements supplémentaires	724
4. L'exercice d'un droit de sortie.....	724
C. DISPOSITIONS DU CODE DES OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFORMATION COMPTABLE	725
1. L'information des associés	725
2. L'information des créanciers	725
3. La politique et la forme de l'information.....	726
XV. PERTE DE CAPITAL ET SURENDETTEMENT	726
1. Principe.....	726
2. Spécificité du droit de la SARL.....	726

Section D : Organes

XVI. LES ORGANES DE LA SOCIÉTÉ.....	727
1. Généralités.....	727
2. Incidence de l'art. 811 CO sur le principe de parité des organes.....	727
XVII. L'ASSEMBLÉE DES ASSOCIÉS.....	728
A. GENERALITES.....	728
B. NOTION.....	728
C. LES POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE DES ASSOCIES.....	728
1. Le droit de modifier les statuts (art. 804 al. 2 ch. 1 CO).....	728
2. Le droit de nommer et révoquer les gérants (art. 804 al. 2 ch. 2 CO).	728
3. Le droit de nommer et révoquer les membres de l'organe de révision et le réviseur des comptes de groupe (art. 804 al. 2 ch. 3 CO).....	729
4. Le droit d'approuver le rapport annuel et les comptes consolidés (art. 804 al. 2 ch. 4 CO).....	730
5. Le droit d'approuver les comptes annuels et de déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, en particulier de fixer les dividendes et les tantièmes (art. 804 al. 2 ch. 5 CO).....	730
6. Le droit de déterminer l'indemnité des gérants (art. 804 al. 2 ch. 6 CO).....	731
7. Le droit de donner décharge aux gérants (art. 804 al. 2 ch. 7 CO).....	731
8. Le droit d'approuver la cession des parts sociales ou de reconnaître un acquéreur en tant qu'associé ayant le droit de vote (art. 804 al. 2 ch. 8 CO).....	731
9. Le droit d'approuver la constitution d'un droit de gage sur des parts sociales, lorsque les statuts le prévoient (art. 804 al. 2 ch. 9 CO).....	731
10. Le droit de décider de l'exercice des droits statutaires de préférence, de préemption ou d'emption (art. 804 al. 2 ch. 10 CO).....	732
11. Le droit d'autoriser les gérants à acquérir pour la société des parts sociales propres, ou d'approuver une telle acquisition (art. 804 al. 2 ch. 11 CO).....	732
12. Le droit d'adopter un règlement relatif à l'obligation de fournir des prestations accessoires, lorsque les statuts y renvoient (art. 804 al. 2 ch. 12 CO).....	732
13. Le droit d'approuver les activités des gérants et des associés qui sont contraires au devoir de fidélité ou à l'interdiction de faire concurrence, pour autant que les statuts renoncent à l'exigence de l'approbation de tous les associés (art. 804 al. 2 ch. 13 CO).....	732
14. Le droit de décider de requérir du juge l'exclusion d'un associé pour de justes motifs (art. 804 al. 2 ch. 14 CO),.....	733
15. Le droit d'exclure un associé pour un motif prévu par les statuts (art. 804 al. 2 ch. 15 CO).....	733
16. Le droit de dissoudre la société (art. 804 al. 2 ch. 16 CO).....	733
17. Le droit d'approuver les opérations des gérants que les statuts soumettent à son approbation (art. 804 al. 2 ch. 17 CO).....	733
18. Le droit de prendre les décisions sur les objets que la loi ou les statuts lui réservent, ou que les gérants lui soumettent (art. 804 al. 2 ch. 18 CO).....	734
D. CONVOCATION DE L'ASSEMBLEE DES ASSOCIES ET ORDRE DU JOUR..	735
1. Les différentes assemblées des associés et leur tenue.....	735
1.1. Les assemblées ordinaires.....	735

Table des matières

1.2.	Les assemblées extraordinaires.....	735
1.3.	L'assemblée des associés universelle	736
1.4.	Le vote par correspondance.....	736
2.	La convocation de l'assemblée des associés.....	736
2.1.	Convocation ordinaire de l'assemblée des associés.....	736
2.2.	Convocation spéciale de l'assemblée des associés	736
2.3.	Convocation extraordinaire de l'assemblée des associés ; requête d'inscription d'un objet à l'ordre du jour (droit de proposition).....	737
2.4.	Convocation ordonnée par le juge	737
2.5.	Convocation par l'assemblée des associés elle-même	737
3.	Mode et délai de convocation	737
4.	Contenu de la convocation	738
5.	Violation des règles relatives à la convocation	738
E.	DEROULEMENT DE L'ASSEMBLEE DES ASSOCIES	738
1.	Généralités.....	738
2.	Détermination des droits de vote et voix totales	738
2.1.	Principe.....	738
2.2.	Dérogation au principe	739
3.	Décisions et élections	740
3.1.	Principes	740
3.2.	Les diverses majorités légales et statutaires.....	741
3.2.1.	La majorité absolue des voix représentées.....	741
3.2.2.	La double majorité qualifiée des deux tiers des voix représentée tota- lisant la majorité absolue du capital social autorisé à voter	742
3.3.	L'unanimité statutaire.....	744
3.4.	Le droit de veto.....	744
4.	Entrée en vigueur des décisions de l'assemblée des associés	745
5.	Rédaction d'un procès-verbal	745
F.	LA REPRESENTATION DE L'ASSOCIE A L'ASSEMBLEE DES ASSOCIES ..	745
1.	Généralités.....	745
2.	Aspects particuliers	745
G.	LE DROIT DE REVOCATION DE L'ASSEMBLEE DES ASSOCIES.....	746
1.	Principe.....	746
2.	Droits des personnes révoquées.....	746
H.	DROIT D'ATTAQUER LES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE DES ASSOCIES	746
I.	EXEMPLES DE DOCUMENTS RELATIFS AUX ASSEMBLEES DES ASSO- CIES.....	747
XVIII.	LES GÉRANTS.....	747
A.	FONCTION ET ELECTION.....	747
1.	Notion, fonction.....	747
2.	La désignation des gérants.....	748
3.	Éligibilité des gérants	748
4.	Durée de fonction	749
5.	L'inscription et la radiation des gérants au RC.....	749
6.	Fin de fonction.....	750
7.	Radiation du RC	751
8.	Les gérants dits de fait.....	751
B.	DROITS ET DEVOIRS DES GERANTS	751
1.	Le statut personnel des gérants	751

Table des matières

2.	Les droits personnels des gérants	751
2.1.	Le droit de diriger la société et de la représenter	751
2.2.	Le droit de convoquer les gérants à une séance	752
2.3.	Le droit des gérants aux renseignements et à la consultation des pièces	752
2.4.	Le droit à la rémunération	752
2.5.	Le droit à être déchargé en fin de période administrative	752
3.	Les devoirs personnels des gérants	753
3.1.	Le devoir d'exercer personnellement sa charge	753
3.2.	Le devoir de diligence	753
3.3.	Le devoir de fidélité	753
3.3.1.	Principes	753
3.3.2.	Conflits d'intérêts	754
3.4.	Interdiction de concurrence	754
3.5.	Le devoir de discrétion	754
3.6.	Le devoir d'équité envers tous les associés	754
3.7.	Le devoir (éventuel) d'être enregistré en tant qu'intermédiaire finan- cier au sens de la LBA	754
C.	LES ATTRIBUTIONS DES GERANTS	755
1.	Le principe de la compétence générale	755
2.	Les attributions intransmissibles et inaliénables	755
2.1.	Principe	755
2.2.	Le catalogue des attributions	755
2.3.	Les obligations en cas de perte de capital et surendettement	756
D.	LA REPRESENTATION DE LA SOCIETE	756
1.	Le principe	756
2.	La délégation des pouvoirs de représentation	757
2.1.	Principes	757
2.2.	Gérants et directeurs	757
2.3.	Fondés de procuration et mandataires commerciaux	757
3.	L'étendue et les limitations des pouvoirs de représentation	757
4.	Contrats entre la société et son représentant	757
5.	Mode de la représentation	758
6.	L'inscription au RC des personnes avec droit de représentation	758
7.	La révocation et la suspension des représentants	758
8.	La responsabilité pour les organes	759
E.	L'ORGANISATION DE LA GESTION	759
1.	Principes	759
2.	Les types d'organisation	759
3.	La répartition des tâches des gérants	760
3.1.	Principe	760
3.2.	Le président	760
3.3.	Le secrétaire	761
3.4.	Les comités	761
4.	La délégation de tout ou partie de la gestion	761
4.1.	Généralités	761
4.2.	Les modalités de la gestion	761
4.3.	La responsabilité découlant de la gestion	762
5.	Règlement des gérants	762
F.	LES DECISIONS DES GERANTS	766
1.	Les modalités légales et l'adoption des règles de procédure	766
2.	Forme des prises de décision et majorité	766

3.	Le procès-verbal	767
4.	De la nullité des décisions des gérants.....	767
XIX.	L'ORGANE DE RÉVISION	767
1.	Principe.....	767
2.	Particularités du droit de la SARL.....	768
XX.	LA RESPONSABILITÉ DES ORGANES	768
Section E : Fin et autres aspects de la société		
XXI.	LA DISSOLUTION ET LA LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ.....	768
A.	LA DISSOLUTION DE LA SOCIETE	768
1.	Les cas de dissolution.....	769
1.1.	La dissolution en vertu d'une cause prévue dans les statuts	769
1.2.	La dissolution décidée par l'assemblée des associés	769
1.3.	La dissolution par l'ouverture de la faillite.....	769
1.4.	La dissolution pour les autres motifs prévus par la loi.....	770
2.	Les effets de la dissolution	771
B.	LA LIQUIDATION DE LA SOCIETE	771
XXII.	LES OPÉRATIONS DE FUSION, SCISSION, TRANSFORMATION ET DE TRANSFERT DE PATRIMOINE	772
§ 13.	LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE	773
Section A : Structure de la société		
I.	GÉNÉRALITÉS.....	773
A.	NOTION.....	773
1.	Définition de la SCOOP	773
2.	Distinctions.....	774
3.	Fondement	774
4.	La SCOOP : Une entité juridique indépendante des coopérateurs sous réserve d'obligations statutaires patrimoniales	774
5.	Fondateurs, coopérateurs, parts sociales.....	775
B.	DROIT APPLICABLE	776
1.	Droit applicable (CO, ORC, LP, LDIP).....	776
2.	Petite révision du droit de la SCOOP	777
C.	ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS ET CARACTERISTIQUES	777
1.	Le but de la société.....	777
2.	La raison sociale	779
3.	Le principe de la porte ouverte	779
4.	Le siège	779
5.	Les statuts	780
5.1.	En général.....	780
5.2.	Les clauses relatives aux prestations des coopérateurs	780
5.3.	Les clauses de responsabilité et de versements supplémentaires	781
5.4.	Exemples de statuts	781

Table des matières

5.4.1.	Statuts de sociétés coopératives sans responsabilité personnelle des membres	782
5.4.2.	Statuts de société coopérative sans responsabilité personnelle des membres mais avec une obligation de versements supplémentaires limités et une clause d'opting out	788
5.4.3.	Clauses statutaires spéciales de sociétés coopératives immobilières ..	795
5.5.	Adoption des statuts	798
5.6.	Vérification du contenu matériel des statuts	798
D.	CAPITAL SOCIAL, DROITS PARTICIPATIFS.....	799
1.	Le capital social	799
2.	Les parts sociales	799
2.1.	Spécification	799
2.2.	Nature juridique	800
2.3.	Bons de participation et bons de jouissance	801
2.4.	Droit de timbre d'émission	741
II.	LA FONDATION.....	801
1.	Les fondateurs	801
2.	Fondation simple et fondation qualifiée	802
2.1.	Notions et principes	802
2.2.	Particularités des fondations qualifiées	802
3.	L'assemblée constitutive	802
3.1.	Principe.....	802
3.2.	Le procès-verbal de l'assemblée constitutive	803
4.	Les apports	806
5.	Les reprises de biens	806
6.	Les libérations par compensation	807
7.	L'établissement d'une liste des associés en cas de responsabilité ou d'obligation de versements supplémentaires	807
8.	La responsabilité des fondateurs.....	807
III.	L'INSCRIPTION AU RC.....	807
1.	La réquisition d'inscription	807
2.	La situation de droit entre la constitution de la SCOOP et son inscription au RC	810
3.	Les effets de l'inscription	810
4.	Les succursales	810
IV.	LA MODIFICATION DES STATUTS	811
1.	Principes	811
1.1.	Le principe de la majorité des deux tiers des voix émises	811
1.2.	La majorité des trois quarts de tous les associés	811
2.	Les communications au RC et leurs effets	811
V.	LA CRÉATION, L'AUGMENTATION, LA RÉDUCTION, LA SUPPRESSION DU CAPITAL SOCIAL.....	812
A.	GENERALITES.....	812
B.	LA CREATION DU CAPITAL SOCIAL	812
1.	Principes	812
2.	Procédure.....	813
C.	L'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL.....	813
1.	Principes	813

Table des matières

2.	Procédure.....	814
D.	LA REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL	814
1.	Principe.....	814
2.	Procédure.....	815
E.	LA SUPPRESSION DU CAPITAL SOCIAL	815
1.	Principe.....	815
2.	Procédure.....	815
F.	LE DROIT DE TIMBRE D'EMISSION	816
VI.	L'ACQUISITION ET LA PERTE DU SOCIÉTARIAT	816
A.	L'ACQUISITION DE LA QUALITE D'ASSOCIE	816
1.	Le principe de la porte ouverte	816
2.	Les modes d'acquisition du sociétariat.....	817
2.1.	Les modes originaires.....	817
2.2.	Les modes dérivés	818
B.	LA PERTE ET LE TRANSFERT DE LA QUALITE D'ASSOCIE	818
1.	En général.....	818
2.	La démission.....	818
2.1.	Principe.....	818
2.2.	L'exclusion temporaire du droit de sortie	819
3.	L'exercice contraint du droit de sortie d'un associé failli ou dont la part sociale est saisie.....	819
4.	L'exclusion	820
5.	Le décès.....	820
6.	La perte d'une fonction, d'un emploi ou la fin d'un contrat.....	820
7.	L'aliénation d'un immeuble ou la fin de l'exploitation d'un immeuble	820
8.	La déchéance	822
C.	TENUE D'UNE LISTE DES ASSOCIES ET COMMUNICATION AU RC DES ASSOCIES TENUS A DES PRESTATIONS	822
1.	Tenue d'une liste d'associés	822
2.	Communication au RC des associés tenus à des responsabilités	822
D.	LE SIMPLE TRANSFERT DES PARTS SOCIALES	823
1.	Principes	823
2.	Situation juridique du cessionnaire non associé	823
3.	Modalité de l'acte de transfert.....	823
4.	Nantissement de parts sociales et constitution d'usufruit.....	823
<hr/>		
Section B : Droits et obligations des coopérateurs		
VII.	LES OBLIGATIONS ET DROITS PATRIMONIAUX DES ASSOCIÉS	824
A.	LES OBLIGATIONS PATRIMONIALES DES ASSOCIES	824
1.	Les prestations ordinaires	824
1.1.	La finance d'entrée et les cotisations annuelles.....	824
1.2.	La souscription de parts sociales	825
1.2.1.	La libération des parts sociales.....	825
1.2.2.	Les modes de libération	825
1.2.3.	Déchéance en cas de demeure qualifiée.....	826

Table des matières

1.3.	L'apport de matières premières et de prestations à la société.....	826
1.4.	L'obligation d'acquérir les produits de la société	826
1.5.	La prescription.....	826
2.	Les prestations extraordinaires	826
2.1.	Les versements supplémentaires.....	827
2.2.	La responsabilité personnelle illimitée ou restreinte pour les dettes sociales en cas de faillite	827
B.	LES DROITS PATRIMONIAUX DES ASSOCIES	827
1.	Le droit de tirer parti des infrastructures et avantages de la société....	828
2.	Le droit statutaire à l'excédent annuel d'exploitation	828
2.1.	Dans les SCOOP ordinaires.....	828
2.2.	Dans les sociétés de crédit	829
3.	Le droit statutaire à l'avoir social en cas de sortie.....	829
4.	Le droit légal au remboursement des parts sociales en cas de disso- lution et liquidation de la société	830
5.	Le droit statutaire à l'excédent de liquidation	830
VIII.	LES OBLIGATIONS ET DROITS SOCIAUX DES ASSOCIÉS.....	830
A.	LES OBLIGATIONS SOCIALES DES ASSOCIES.....	830
1.	L'obligation d'agir de bonne foi et de défendre les intérêts sociaux ..	830
2.	L'obligation de s'abstenir de porter préjudice aux intérêts de la société.....	831
3.	Portée matérielle des obligations sociales pour les grandes sociétés coopératives.....	831
B	LES DROITS SOCIAUX DES ASSOCIES	831
1.	Le droit à l'égalité de traitement	831
2.	Le droit de vote.....	832
3.	Le droit de prendre part aux manifestations générales de la société ...	832
3.1.	Le droit de participer à l'assemblée générale	832
3.2.	Le droit de se faire représenter à l'assemblée générale	832
3.3.	Le droit de convoquer une assemblée générale	833
4.	Le droit d'être élu dans les organes sociaux	833
5.	Le droit d'attaquer en justice les décisions de l'assemblée	833
6.	Le droit au maintien de la qualité de sociétaire	833
7.	Le droit d'utiliser les institutions de la société	834
8.	Le droit de libre sortie de la société.....	834
9.	Le droit de contrôle	834
IX.	LA RESPONSABILITÉ ET LES OBLIGATIONS DE VERSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES DES ASSOCIÉS INSTITUÉES PAR LES STA- TUTS	835
A.	GENERALITES.....	835
B.	L'INTRODUCTION DES REGIMES DE RESPONSABILITE ET DE VERSE- MENTS SUPPLEMENTAIRES.....	835
1.	Principes	835
2.	La clause adoptée dans les statuts primitifs	837
3.	La clause introduite en cours de vie sociale.....	837
C.	LA MODIFICATION DES REGIMES DE RESPONSABILITE ET DE VERSE- MENTS SUPPLEMENTAIRES.....	838
1.	Principe.....	838
2.	Effets	838

Table des matières

D.	LES EFFETS DES CLAUSES STATUTAIRES DE RESPONSABILITE PERSONNELLE ET DE VERSEMENTS SUPPLEMENTAIRES POUR LES ASSOCIES.....	838
1.	Les effets pour les associés rentrants.....	838
2.	Les effets pour les associés sortants.....	838
3.	L'obligation d'effectuer des versements supplémentaires.....	838
4.	La responsabilité personnelle en cas de faillite de la société.....	839
4.1.	En cas de responsabilité personnelle illimitée.....	839
4.2.	En cas de responsabilité personnelle restreinte.....	840
4.3.	En cas d'obligation de versements supplémentaires.....	840
5.	La procédure suivie en cas de faillite sociale.....	840
E.	AVIS DONNE DES ADMISSIONS ET SORTIES DES ASSOCIES AU RC.....	841
F.	PRESCRIPTION DES ACTIONS EN RESPONSABILITE CONTRE LES ASSOCIES.....	841
1.	Prescription des droits des créanciers contre les associés.....	841
2.	Prescription des droits de recours entre les associés.....	841

Section C : Droit comptable

X.	LE DROIT COMPTABLE.....	841
A.	EN GENERAL.....	841
1.	Application du droit comptable selon le titre XXX ^e du CO.....	841
2.	Dispositions spéciales du droit de la SA applicables aux SCOOP.....	842
B.	DISPOSITIONS AYANT UNE INCIDENCE COMPTABLE PROPRE AUX SCOOP.....	843
1.	Principes.....	843
2.	L'affectation du résultat.....	843
3.	Obligation de créer et d'alimenter un fonds de réserve.....	844
4.	Emploi de l'excédent pour les sociétés de crédit.....	845
5.	Fonds de prévoyance.....	845
6.	Autres réserves.....	845
C.	DISPOSITION DU CODE DES OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFORMATION COMPTABLE.....	845
1.	L'information des associés.....	845
2.	L'information des créanciers et du public.....	846
3.	La politique et la forme de l'information.....	847
XI.	PERTE DE CAPITAL ET SURENDETTEMENT.....	847
1.	Principe.....	847
2.	Spécificité du droit de la SCOOP.....	847

Section D : Organes de la société

XII.	LES ORGANES DE LA SCOOP.....	848
1.	Généralités.....	848
2.	Principe de parité.....	848
3.	Pas de présomption de compétence en faveur de l'administration.....	848
4.	Particularités des organes de la SCOOP.....	848
5.	Carence dans l'organisation.....	849

Table des matières

XIII. L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	849
A. SPECIFICITES PROPRES AU DROIT DE LA SCOOP	849
B. FONCTION ET MODALITES	849
1. Fonction.....	849
2. Modalités.....	850
C. LES POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES SCOOP ORDINAIR- RES.....	850
1. Le droit d'adopter et de modifier les statuts (art. 879 al. 2 ch. 1 CO) .	851
2. Le droit de nommer l'administration et de l'organe de révision (art. 879 al. 2 ch. 2 CO)	851
3. Le droit d'approuver le compte d'exploitation et le bilan et de statuer sur la répartition de l'excédent actif (art. 879 al. 2 ch. 3 CO)	851
4. Le droit de donner décharge aux administrateurs (art. 879 al. 2 ch. 4 CO).....	851
5. Le droit de prendre toutes les décisions qui lui sont réservées par la loi ou les statuts (art. 879 al. 2 ch. 5 CO).....	852
6. Le régime exceptionnel des grandes sociétés d'assurance conces- sionnaires.....	853
6.1. Principe.....	853
6.2. Les droits sociaux réservés des associés.....	854
D. CONVOCATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ET ORDRE DU JOUR.....	854
1. Les différentes assemblées générales et leur tenue	854
2. La convocation de l'assemblée générale	855
2.1. Convocation ordinaire de l'assemblée générale	855
2.2. Convocations spéciales de l'assemblée générale.....	855
2.3. Convocation extraordinaire de l'assemblée générale	855
2.4. Convocation ordonnée par le juge	855
2.5. Convocation par l'assemblée générale elle-même	856
3. Mode et délai de convocation.....	856
4. Contenu de la convocation	856
5. Violation des règles relatives à la convocation.....	856
E. DEROULEMENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE	857
1. Généralités.....	857
2. La participation à l'assemblée générale	857
3. Détermination des droits de vote	857
4. Direction des délibérations, désignation du secrétaire et des scruta- teurs	858
5. Décisions et élections	858
5.1. Notions	858
5.2. Les diverses majorités légales et statutaires.....	858
5.2.1. La majorité absolue des voix émises	859
5.2.2. La majorité qualifiée des deux tiers des voix émises.....	859
5.2.3. La majorité qualifiée des trois quarts de tous les associés	859
5.2.4. Les majorités statutaires dérogeant aux art. 888 et 889 CO.....	859
5.3. L'unanimité légale ou statutaire.....	859
6. Entrée en vigueur des décisions de l'assemblée générale.....	860
7. Rédaction d'un procès-verbal.....	860
F. LE VOTE PAR CORRESPONDANCE	860
1. Principe.....	860
2. Organisation	860

Table des matières

G.	L'ASSEMBLEE DES DELEGUES	861
1.	Principe.....	861
2.	Organisation	861
3.	Décisions prises par les délégués.....	861
4.	Situation des associés non délégués.....	862
H.	LA REPRESENTATION DE L'ASSOCIE A L'ASSEMBLEE GENERALE	862
1.	Principes	862
2.	L'exercice de la représentation.....	863
I.	LE DROIT DE REVOCATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE	863
1.	Principe.....	863
2.	Droits des personnes révoquées.....	863
J.	ANNULABILITE ET NULLITE DES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE	863
1.	Généralités.....	863
2.	Les causes d'annulabilité et de nullité.....	864
K.	L'ANNULLATION DES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE	864
1.	Généralités.....	864
2.	Principe.....	864
3.	Décisions annulables	865
4.	Procédure et for	865
L.	NULLITE ABSOLUE DE DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE	865
1.	Principe.....	865
2.	Procédure.....	866
XIV.	L'ADMINISTRATION	867
A.	SPECIFICITES PROPRES AU DROIT DE LA SCOOP	867
B.	FONCTION ET ELECTION	867
1.	Notion, fonction.....	867
2.	Élection des membres de l'administration.....	868
3.	Éligibilité.....	868
4.	Durée de fonction	869
5.	L'inscription des administrateurs au RC	869
6.	Fin de fonction.....	869
6.1.	En général.....	869
6.2.	Démission et révocation de l'administrateur	869
6.3.	Entrée en liquidation de la société	870
7.	Radiation au RC	870
C.	CAS STATUTAIRES DE REPRESENTATION D'INTERETS AU SEIN DE L'ADMINISTRATION	870
1.	Principe.....	870
2.	Désignation des représentants d'intérêts spécifiques	871
D.	LES DROITS ET DEVOIRS DES MEMBRES DE L'ADMINISTRATION	871
1.	Le statut personnel des membres de l'administration.....	871
2.	Les droits personnels des administrateurs.....	871
2.1.	Le droit de diriger la société et le droit de la représenter.....	871
2.2.	Le droit de convoquer l'administration	872

Table des matières

2.3.	Le droit des membres de l'administration aux renseignements et à la consultation des pièces	872
2.4.	Le droit à la rémunération	872
2.5.	Le droit à être déchargé en fin de période administrative	873
3.	Les devoirs personnels des membres de l'administration.....	873
E.	LES ATTRIBUTIONS DE L'ADMINISTRATION	874
1.	Le principe de la compétence générale.....	874
2.	Le catalogue des attributions	874
3.	Les obligations de l'administration en particulier en cas de diminution de capital et d'insolvabilité	876
3.1.	La diminution de capital	876
3.2.	L'insolvabilité	877
F.	LA REPRESENTATION DE LA SOCIETE	878
1.	Le principe.....	878
2.	La délégation des pouvoirs de représentation	878
2.1.	Principe.....	878
2.2.	Administrateurs, directeurs, gérants	878
2.3.	Fondés de procuration et mandataires commerciaux	879
3.	L'étendue des pouvoirs de représentation	879
4.	Contrat entre la société et son représentant.....	879
5.	Mode de la représentation.....	879
6.	L'inscription au RC des personnes avec droit de représentation.....	879
7.	La révocation et la suspension des représentants.....	879
8.	La responsabilité pour les organes.....	880
G.	L'ORGANISATION DE LA GESTION.....	880
1.	Principes	880
2.	Les types d'organisation.....	881
3.	La répartition des tâches des administrateurs	881
3.1.	Principe.....	881
3.2.	Le président	881
3.3.	Le secrétaire	881
3.4.	Les comités.....	882
4.	La délégation de tout ou partie de la gestion	882
H.	LES DECISIONS DE L'ADMINISTRATION.....	882
1.	Les modalités légales.....	882
2.	La participation à la formation de la volonté et la prise des décisions	882
3.	Forme des prises de décisions et majorité.....	883
4.	De la nullité des décisions de l'administration	883
XV.	L'ORGANE DE RÉVISION	884
A.	SPECIFICITES PROPRES AU DROIT DE LA SCOOP	884
B.	NOTION ET POSITION DE L'ORGANE DE REVISION.....	884
1.	Notion.....	884
2.	Position.....	885
3.	Possibilité d'opting out.....	885
4.	Personne et qualifications de l'organe de révision	885
C.	PROCEDURE DE NOMINATION ET D'INSCRIPTION AU RC DE L'ORGANE DE REVISION	885

1.	Nomination de l'organe de révision	885
2.	Inscription au registre du commerce.....	886
D.	DUREE DE FONCTION, DEMISSION, REVOCATION ET RADIATION DU RC	886
1.	Durée de fonction	886
2.	Démission et révocation de l'organe de révision.....	886
3.	Dissolution de la société pour défaut d'organe de révision	886
E.	ATTRIBUTIONS	887
1.	Le contrôle des comptes annuels	887
2.	Le contrôle spécial de la liste des associés obligés par des prestations économiques	887
3.	Convocation de l'assemblée générale.....	887
F.	RESPONSABILITE DE L'ORGANE DE REVISION	887
1.	Responsabilité en vertu du droit de la SCOOP et du mandat.....	887
2.	Responsabilité en vertu du droit pénal.....	888
XVI.	LA RESPONSABILITÉ DES ORGANES	888
A.	GENERALITES	888
1.	Les dispositions applicables	888
2.	Le régime ordinaire du droit de la responsabilité de la SCOOP	888
B.	LA RESPONSABILITE DES FONDATEURS	889
1.	Droit applicable en cas de dommage direct	889
2.	Défaut de droit d'action en cas de dommage indirect	889
C.	LA RESPONSABILITE ENVERS LA SOCIETE, LES ASSOCIES ET LES CREANCIERS	889
1.	Distinctions.....	889
2.	L'action de la société	890
2.1.	Principe et exercice de l'action sociale	890
2.2.	En cas de faillite	891
3.	L'action (de la société), des associés et créanciers en cas de manquement lors d'insolvabilité.....	891
3.1.	Principe.....	891
3.2.	Défendeur à l'action	891
3.3.	Nature oblique	892
D.	LES CONDITIONS DE LA RESPONSABILITE	892
E.	RESPONSABILITE SOLIDAIRE ET ACTION RECUSOIRE	892
1.	Principe de la responsabilité solidaire.....	892
2.	Actions récursoires	893
F.	PRESCRIPTION ET FOR	893
1.	Prescription.....	893
2.	For	894
Section E : Fin et autres aspects de la société		
XVII.	LA DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ	894
A.	LA DISSOLUTION DE LA SCOOP	894

1.	Les cas de dissolution	894
1.1.	La dissolution en vertu d'une cause prévue par les statuts	894
1.2.	La dissolution décidée par l'assemblée générale	895
1.3.	La dissolution par l'ouverture de la faillite	895
1.4.	La dissolution pour les autres motifs prévus par la loi	895
2.	Les effets de la dissolution	897
2.1.	La modification du but social et des compétences des organes	897
2.2.	L'inscription de la dissolution au RC	897
2.3.	Maintien de la composition du sociétariat	897
B.	LA LIQUIDATION DE LA SCOOP	897
1.	En général	897
2.	En particulier	898
XVIII. LES OPÉRATIONS DE FUSION, SCISSION, TRANSFORMATION		
ET DE TRANSFERT DE PATRIMOINE		898
XIX. LA REPRISE D'UNE SCOOP PAR UNE CORPORATION		
DE DROIT PUBLIC		898
XX. LA PARTICIPATION DE CORPORATION DE DROIT PUBLIC		
AU SEIN DES SCOOP		899
Section F : Les fédérations		
XXI. LES FÉDÉRATIONS DE SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES		899
A.	GENERALITES	899
1.	Définition	899
2.	But social de la fédération	899
B.	FONDATION ET MAINTIEN DE LA FEDERATION	900
1.	La fondation	900
2.	Le maintien du statut de fédération	900
C.	ORGANISATION DE LA FEDERATION	900
1.	Généralités	900
2.	L'assemblée des délégués	901
3.	L'administration	901
4.	L'organe de révision	902
D.	LES RAPPORTS DES SOCIETES FEDEREES ET DE LEURS MEMBRES	
	AVEC LA FEDERATION	902
1.	Le droit de contrôle de la fédération sur les sociétés fédérées	902
2.	L'impossibilité pour les fédérations d'imposer des obligations aux associés des sociétés fédérées	902
§ 14. ASSOCIATIONS ET FONDATIONS AYANT UNE ACTIVITÉ		
COMMERCIALE		903
I.	GÉNÉRALITÉS	903
II.	LES ASSOCIATIONS	903
1.	Notion	903
1.1.	Définition	903
1.2.	Éléments caractéristiques	904
1.3.	Similitudes avec la société coopérative	904

1.4.	Fédération d'associations	904
2.	Nature du but social.....	904
2.1.	Caractère et limitation	904
2.2.	Incidence de la limitation du but social	905
3.	Organisation et statut.....	905
4.	La liberté d'association.....	905
5.	Réglementation du droit de l'association.....	906
III.	LES FONDATIONS	906
1.	Notion.....	906
1.1.	Définition	906
1.2.	Caractéristiques	906
2.	Droit applicable	906
3.	Distinction	907
4.	Réglementation du droit des fondations classiques	908

CINQUIÈME PARTIE

§ 15.	DROIT COMPTABLE GÉNÉRAL, COMPTES INDIVIDUELS DES ENTITÉS	911
I.	GÉNÉRALITÉS.....	911
1.	La notion de comptabilité	911
2.	Les buts de la comptabilité	911
3.	La réglementation de la comptabilité.....	912
3.1.	Le droit comptable du CO	912
3.2.	Le droit comptable spécial.....	913
3.3.	Les normes comptables	913
3.4.	Le droit pénal.....	913
4.	Les associations et normes professionnelles.....	914
5.	Le droit de la révision.....	914
6.	Les formes de comptabilité.....	915
6.1.	La comptabilité d'engagement	916
6.2.	La comptabilité de caisse.....	916
7.	Distinction d'avec la comptabilité de gestion	917
II.	OBLIGATION DE TENIR UNE COMPTABILITÉ.....	917
1.	Les entreprises individuelles et les sociétés de personnes	917
2.	Les personnes morales.....	917
3.	Les grandes entreprises.....	918
4.	Les sociétés cotées en bourse	919
III.	ÉLÉMENTS DE LA COMPTABILITÉ	919
1.	Les états financiers	919
1.1.	Contenu	919
1.2.	Forme	920
2.	Les documents internes	921
3.	Le rapport de gestion	921
4.	Le bilan.....	921
4.1.	Le contenu du bilan	921
4.2.	La présentation du bilan	922
5.	Le compte de résultat.....	924
5.1.	Le contenu du compte de résultat	924
5.2.	La présentation du compte de résultat	924

Table des matières

6.	L'annexe.....	927
6.1.	Indications exigées de toutes les entreprises.....	927
6.2.	Indications exigées des grandes entreprises.....	928
6.3.	Indications exigées des sociétés cotées.....	928
7.	Le tableau des flux de trésorerie.....	929
8.	Le rapport annuel.....	930
IV.	CONSERVATION ET CONSULTATION DE LA COMPTABILITÉ....	931
1.	La durée de conservation.....	931
2.	La méthode de conservation.....	931
3.	La publication des comptes des sociétés d'intérêt public.....	931
4.	La consultation des comptes des sociétés privées.....	932
V.	RÈGLES FONDAMENTALES DE L'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES.....	932
1.	Les principes d'enregistrement et de présentation.....	932
1.1.	Le principe de régularité des enregistrement.....	932
1.2.	Les modalités de tenue et présentation.....	933
1.3.	Le principe de clarté matérielle.....	933
2.	Le principe de comptabilisation dans le cadre de la continuité de l'exploitation.....	933
3.	Le principe de la délimitation périodique et du rattachement des charges aux produits.....	933
4.	Le principe de régularité de l'établissement des comptes.....	934
4.1.	En général.....	934
4.2.	Les principes en particulier de prudence et de fiabilité.....	935
VI.	LES ÉVALUATIONS.....	936
1.	Principe.....	936
2.	L'évaluation des actifs.....	936
2.1.	En général.....	936
2.2.	Actifs ayant un prix courant observable.....	937
2.3.	Stocks et prestations de service non facturés.....	937
2.4.	Actif immobilisé.....	938
2.5.	Écritures correctives sur l'actif.....	938
2.5.1.	Le ducroire, provision pour pertes sur clients.....	938
2.5.2.	Les amortissements et corrections de valeur ordinaires.....	938
2.5.3.	Les amortissements et corrections de valeur supplémentaires.....	939
3.	L'évaluation des passifs.....	939
3.1.	Les dettes.....	939
3.2.	Les provisions.....	939
3.3.	Les réserves.....	940
3.3.1.	Sociétés de capitaux.....	940
3.3.2.	Sociétés de personnes et entreprises individuelles.....	941
3.3.3.	Associations et fondations.....	941
VII.	LIENS AVEC LE DROIT FISCAL.....	941
1.	Principe de la reprise sur le plan fiscal des états financiers établis selon le CO.....	941
2.	Distinction des états financiers selon le CO et les règles de droit fiscal.....	942
§ 16.	UTILISATION DE NORMES COMPTABLES ET DROIT DES COMPTES DE GROUPE.....	943

I.	NORMES COMPTABLES	943
	1. L'application obligatoire de normes comptables	943
	2. Les cas d'option.....	944
	3. Le choix du référentiel comptable utilisé.....	944
II.	COMPTES DE GROUPE (COMPTES CONSOLIDÉS)	945
	1. Les entreprises soumises à l'obligation de consolidation	945
	1.1. Le critère du contrôle.....	945
	1.2. La libération de l'obligation	946
	1.3. L'obligation malgré la dispense en cas de demande de minoritaires ..	947
	2. Les buts de la consolidation.....	947
	3. Les méthodes de consolidation	947
	3.1. L'intégration globale	948
	3.2. L'intégration proportionnelle.....	948
	3.3. La mise en équivalence.....	948
	4. Le référentiel à utiliser.....	948
	4.1. La consolidation selon une norme comptable reconnue	948
	4.2. La consolidation selon le principe de régularité	949

SIXIÈME PARTIE

§ 17.	LE CONCORDAT EN GÉNÉRAL	953
I.	DROIT APPLICABLE, DÉFINITION, DISTINCTION ET TYPES	953
	1. Droit applicable et évolution législative	953
	2. Définition	954
	3. But	954
	4. Distinction	954
	5. Types de concordat judiciaire.....	955
II.	PARTIES ET ORGANES DU CONCORDAT	955
	1. Parties au concordat.....	955
	2. Organes principaux du concordat et compétences	956
	2.1. Juge du concordat	956
	2.2. Commissaire concordataire	956
	2.3. Commission des créanciers	956
	2.4. Liquidateurs.....	957
III.	PROCÉDURE CONCORDATAIRE	957
	1. Introduction de la procédure concordataire	957
	2. Sursis concordataire provisoire.....	959
	2.1. Décision concernant le sursis concordataire provisoire	959
	2.2. Durée du sursis concordataire provisoire	959
	2.3. Effets du sursis concordataire provisoire	960
	3. Sursis concordataire définitif	960
	3.1. Décision concernant le sursis concordataire définitif	960
	3.2. Durée du sursis concordataire définitif	961
	3.2.1. Durée	961
	3.2.2. Prolongation	961
	3.3. Principaux effets du sursis concordataire définitif.....	962
	3.3.1. Interruption des poursuites	962
	3.3.2. Interruption des intérêts et des délais.....	962
	3.3.3. Interruption des procès civils.....	962
	3.3.4. Contrats de durée conclus par le débiteur	963

Table des matières

3.3.5.	Transfert d'entreprise et licenciement collectif	963
3.3.6.	Limitation de l'activité du débiteur	963
3.3.7.	Sort des dettes contractées pendant le sursis concordataire définitif ..	964
3.4.	Annulation du sursis concordataire définitif	964
3.5.	Ouverture de la faillite	964
4.	Suite de la procédure concordataire	965
4.1.	Tâches du commissaire concordataire	965
4.1.1.	Établissement de l'inventaire et estimation des biens	965
4.1.2.	Surveillance	966
4.1.3.	Rédaction du projet de concordat	966
4.2.	Appel aux créanciers	966
4.3.	Convocation et délibération de l'assemblée des créanciers	966
4.4.	Rapport du commissaire concordataire	967
4.5.	Homologation du concordat	967
4.5.1.	Conditions	967
4.5.2.	Suspension de la réalisation des gages immobiliers	969
4.6.	Recours contre le jugement d'homologation du concordat	969
4.7.	Force obligatoire et exécution du concordat	969
IV.	RÉVOCATION GÉNÉRALE DU CONCORDAT JUDICIAIRE	970
1.	Conditions	970
2.	Effets	971
3.	Recours	971
V.	CONCORDAT DANS LA PROCÉDURE DE FAILLITE	971
1.	Moment	971
2.	Procédure	971
3.	Jugement	971
§ 18.	LES TYPES DE CONCORDAT	973
I.	LE CONCORDAT ORDINAIRE	973
A.	DEFINITION, CONTENU ET HOMOLOGATION	973
1.	Définition	973
2.	Contenu	973
3.	Homologation et créances litigieuses	973
4.	Exemple de concordat ordinaire	974
B.	EXECUTION ET REVOCATION DU CONCORDAT ORDINAIRE	975
1.	Exécution	975
2.	Révocation individuelle du concordat ordinaire	975
II.	LE CONCORDAT PAR ABANDON D'ACTIFS	975
A.	DEFINITION, CONTENU ET HOMOLOGATION	975
1.	Définition	975
2.	Contenu	976
3.	Homologation	977
4.	Exemple de concordat par abandon d'actifs	977
B.	EXECUTION, LIQUIDATION DU CONCORDAT PAR ABANDON D'ACTIFS ET REVOCATION	979
1.	Exécution du concordat par abandon d'actifs	979
1.1.	Généralités	979
1.2.	Liquidateurs	979
1.3.	Exécution du concordat	980
1.3.1.	Établissement d'un état de collocation	980

1.3.2.	Réalisation des biens	980
2.	Liquidation du concordat par abandon d'actif.....	981
2.1.	Tableau de distribution	981
2.2.	Sort des dividendes non perçus.....	981
2.3.	Rapport final.....	981
3.	Révocation des actes juridiques.....	981

SEPTIÈME PARTIE

§ 19.	LES GROUPES DE SOCIÉTÉS ET LA SOCIÉTÉ HOLDING.....	985
I.	GÉNÉRALITÉS.....	985
II.	NOTION DE GROUPE DE SOCIÉTÉS ET DE PARTICIPATION.....	985
1.	Le groupe de sociétés	985
2.	La participation.....	988
3.	Obligation d'établissement de comptes de groupe.....	988
III.	LES MOTIFS EN FAVEUR DE LA CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ HOLDING.....	988
1.	Les motifs relevant de l'économie d'entreprise.....	988
2.	Les motifs relevant du droit civil.....	988
3.	Les motifs liés au transfert d'une génération à l'autre des droits économiques d'une société de famille	989
4.	Les motifs fiscaux.....	989
IV.	LES DIFFÉRENTS TYPES DE SOCIÉTÉS HOLDING.....	990
1.	Distinctions.....	990
2.	Régime juridique et fiscal particulier.....	990
2.1.	Régime juridique	990
2.2.	Régime fiscal.....	990
V.	LE DROIT SUISSE DES GROUPES DE SOCIÉTÉS	990
1.	Un droit fondé sur quelques dispositions du CO	991
2.	Un droit issu de la pratique.....	992
VI.	LES RELATIONS JURIDIQUES ENTRE LA SOCIÉTÉ HOLDING ET LES FILIALES	992
1.	Principes et contradictions dans la direction des sociétés intégrées dans un groupe.....	992
1.1.	La réalité directoriale.....	992
1.2.	Les conflits virtuels de droits et d'intérêts	993
2.	Protection des actionnaires / associés minoritaires et responsabilité de la société mère	993
§ 20.	LES OPÉRATIONS DE FUSION, SCISSION, TRANSFORMATION ET DE TRANSFERT DE PATRIMOINE SELON LA LFus.....	997
I.	GÉNÉRALITÉS.....	997
1.	But, champ d'application et structure de la LFus	997
2.	Principes de la LFus	998
3.	Relations avec le droit fiscal, la LCart, la LSA et la LIMF	999
4.	Allègements PME.....	999
II.	LES OPÉRATIONS DE FUSION	999

Table des matières

A.	MODALITES	999
1.	Distinctions.....	999
2.	Quasi-fusions et fusions improprement dites.....	1000
3.	Les fusions autorisées.....	1000
4.	Procédure.....	1001
4.1.	Élaboration et préparation de la fusion	1001
4.1.1.	Procédure.....	1001
4.1.2.	Les bilans (intermédiaires) des entités qui fusionnent	1002
4.1.3.	Le contrat de fusion	1002
4.1.4.	Le rapport de fusion.....	1002
4.1.5.	Le rapport de révision.....	1002
4.2.	Maintien des droits de sociétariat	1002
4.2.1.	Principe.....	1002
4.2.2.	Soulte.....	1003
4.2.3.	Dédommagement.....	1003
4.3.	Droit de consultation	1003
4.4.	Approbation et réquisitions aux RC.....	1004
4.5.	Protection des créanciers des entités juridiques qui fusionnent	1005
4.6.	Maintien limité dans le temps des responsabilités personnelles	1005
4.7.	Transferts des contrats	1005
4.8.	Protection des travailleurs.....	1006
B.	CAS PARTICULIERS DE FUSION	1006
1.	Société en liquidation	1006
2.	Société en situation de perte de capital ou de surendettement	1007
3.	Société en faillite	1007
4.	Associations.....	1007
C.	PROCEDURES SIMPLIFIEES	1008
1.	Opérations au bénéfice d'une procédure simplifiée.....	1008
2.	Modalités.....	1008
III.	LES OPÉRATIONS DE SCISSION DE SOCIÉTÉS	1009
1.	Généralités et notion.....	1009
2.	Les scissions autorisées	1009
3.	Procédure.....	1010
3.1.	En général.....	1010
3.2.	Scissions symétriques, asymétriques, liées à une transformation	1011
3.3.	Transfert des actifs, passifs et des contrats	1011
3.4.	Protection des créanciers et des travailleurs	1012
3.5.	Inscriptions aux RC et effets de la scission	1012
4.	Allègements de la procédure	1012
IV.	LA TRANSFORMATION DE SOCIÉTÉS	1013
1.	Généralités.....	1013
2.	Les différents cas de transformation	1013
3.	Procédure.....	1014
3.1.	En général.....	1014
3.2.	En particulier s'agissant de SNC et SCM se transformant en SCM et SNC	1015
V.	LES TRANSFERTS DE PATRIMOINE	1016
1.	Généralités.....	1016
2.	Les différents cas de transferts de patrimoine.....	1017

Table des matières

3.	Rapport et distinction avec l'art. 181 CO	1018
4.	Procédure.....	1018
4.1.	En général.....	1018
4.2.	Contrat de transfert	1019
4.3.	Approbation du contrat de transfert.....	1020
4.4.	Protection des créanciers	1020
4.5.	Transfert des rapports de travail	1020
4.6.	Inscription du transfert au RC.....	1020
5.	Allègements de procédure	1020
VI.	FUSION ET TRANSFERT DE PATRIMOINE DE FONDATIONS.....	1021
1.	Généralités.....	1021
2.	La fusion de fondations	1021
3.	Le transfert de patrimoine.....	1023
VII.	FUSION, TRANSFORMATION ET TRANSFERT DE PATRIMOINE D'INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE	1023
1.	Généralités.....	1023
2.	Fusion	1023
3.	Transformation	1024
4.	Transfert de patrimoine	1025
VIII.	FUSION, TRANSFORMATION ET TRANSFERT DE PATRIMOINE AUXQUELS PARTICIPENT DES INSTITUTS DE DROIT PUBLIC	1025
1.	Généralités.....	1025
2.	Spécificités de procédure.....	1025
IX.	DISPOSITIONS COMMUNES	1026
1.	Les dispositions d'exécution de l'ORC	1026
2.	Les inscriptions au registre foncier.....	1026
3.	Examen des parts sociales et des droits de sociétariat	1027
4.	Annulabilité des décisions entachées d'irrégularité.....	1027
4.1.	Principes.....	1027
4.2.	Conséquence d'une irrégularité	1027
5.	Responsabilité	1028
6.	For des actions.....	1029
7.	Droit international privé	1029
§ 21.	LES OPÉRATIONS DE CONCENTRATION (QUASI-FUSION) ET DE JOINT-VENTURE DE SOCIÉTÉS	1031
I.	GÉNÉRALITÉS.....	1031
II.	LES OPÉRATIONS DE CONCENTRATION D'ENTREPRISES (QUASI-FUSIONS).....	1031
1.	Notion.....	1031
2.	Les modalités de concentration	1032
III.	LES CONTRATS DE JOINT-VENTURE.....	1032
1.	Notion.....	1032
2.	Qualification juridique.....	1032
3.	Éléments de l'accord de joint-venture.....	1033
3.1.	Généralités.....	1033
3.2.	Le contrat de base.....	1033

3.3.	La société commune	1033
3.4.	La convention d'actionnaires ou d'associés	1033
3.5.	Les accords satellites	1034
§ 22.	LES RESTRICTIONS AUX OPÉRATIONS DE FUSION ET QUASI-FUSION DE SOCIÉTÉS SELON LA LOI FÉDÉRALE SUR LES CARTELS.....	1035
I.	GÉNÉRALITÉS.....	1035
1.	La globalisation de l'économie et la nécessité du principe du contrôle des fusions de grandes entreprises	1035
2.	Les fondements de la politique en matière de concurrence.....	1036
3.	La loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence...	1037
3.1.	Les buts et les principes directeurs de la loi	1037
3.2.	Le champ d'application de la LCart.	1038
3.3.	Le contrôle (en particulier) des concentrations d'entreprises	1040
II.	LE RÉGIME DE L'AUTORISATION DES CONCENTRATIONS D'ENTREPRISES SELON LA LCART.	1040
1.	Les sociétés soumises au régime de l'autorisation	1040
1.1.	Les sociétés soumises à autorisation selon les valeurs seuils de la LCart.	1040
1.2.	Les sociétés soumises à autorisation indépendamment des valeurs seuils de la LCart.	1041
2.	La notification de l'opération de concentration et son autorisation....	1042
2.1.	Principe.....	1042
2.2.	Traitement des notifications	1042
3.	Autorisation exceptionnelle fondée sur des intérêts publics prépondérants	1042
4.	Examen d'office de la Commission de la concurrence.....	1042
5.	Procédure et voies de droit	1042
6.	Rétablissement d'une situation de marché concurrentiel	1044
7.	Sanctions administratives et pénales.....	1044
8.	Directives de la ComCo.....	1044

HUITIÈME PARTIE

§ 23.	LES PAPIERS-VALEURS	1047
I.	THÉORIE GÉNÉRALE DES PAPIERS-VALEURS	1047
A.	DROIT APPLICABLE	1047
B.	PAPIERS-VALEURS ET CLAUSES DOCUMENTAIRES	1047
1.	La notion de papiers-values.....	1047
1.1.	L'approche prévalant jusqu'à l'entrée en vigueur de la LTI.....	1047
1.2.	L'incidence de la LTI	1049
2.	Le titre	1049
3.	Le droit incorporé.....	1049
4.	Les clauses documentaires en général	1050
4.1.	Notion.....	1050
4.2.	Distinctions.....	1050
4.2.1.	La clause de présentation simple / double	1050
4.2.2.	La clause de légitimation simple / double.....	1051
4.2.3.	Les clauses papier-valeur.....	1051

Table des matières

C.	LES TITRES NOMINATIFS.....	1052
1.	Notion.....	1052
2.	Légitimation	1053
3.	Transfert	1053
4.	Exceptions	1053
5.	Nantissement	1054
6.	Annulation	1054
6.1.	Procédure ordinaire	1054
6.2.	Procédures simplifiées	1054
D.	LES TITRES AU PORTEUR	1054
1.	Notion.....	1054
2.	Légitimation	1054
3.	Transfert	1055
4.	Exceptions	1055
5.	Nantissement	1055
6.	Annulation	1055
6.1.	Procédure ordinaire	1056
6.2.	Procédure spéciale	1057
E.	LES TITRES A ORDRE	1057
1.	Notion.....	1057
2.	Légitimation	1058
3.	Transfert	1058
4.	Exceptions	1058
5.	Nantissement	1058
6.	Annulation	1058
F.	LA CONVERSION DES PAPIERS-VALEURS.....	1059
1.	En général.....	1059
2.	S'agissant d'actions de sociétés anonymes.....	1059
II.	LES TITRES DE PARTICIPATION DE SOCIÉTÉS DE CAPITALS ..	1060
1.	Les actions.....	1060
1.1.	Les actions au porteur.....	1060
1.2.	Les actions nominatives.....	1061
2.	Les certificats intérimaires.....	1061
3.	Les bons de participation.....	1062
4.	Les bons de jouissance	1062
5.	Les parts sociales de SARL et de SCOOP.....	1062
6.	Excursus : Les parts de fonds de placement	1063
III.	LES TITRES OBLIGATAIRES.....	1063
1.	Les obligations	1063
2.	Les obligations convertibles	1064
3.	Les obligations avec droit d'option	1064
4.	Les obligations de caisse	1064
5.	Les obligations foncières	1064
6.	Les obligations hypothécaires.....	1064
7.	Les cédules hypothécaires	1065
IV.	LA LETTRE DE CHANGE ET LE BILLET A ORDRE.....	1066
1.	Généralités et réglementation	1066
2.	La lettre de change.....	1066
3.	Le billet à ordre	1068

Table des matières

V.	LE CHÈQUE	1068
	1. Généralités et réglementation	1068
	2. Notion.....	1069
	3. L'émission du chèque.....	1069
	4. L'endossement du chèque	1070
	5. Présentation et paiement.....	1070
	6. Recours et action contre les garants.....	1071
	7. Aspects particuliers	1071
	7.1. Emploi de chèques barrés, à porter en compte et de duplicata.....	1072
	7.2. Chèques bancaires	1072
	7.3. Chèques postaux.....	1073
VI.	LES TITRES ANALOGUES AUX EFFETS DE CHANGE	1073
	1. L'assignation à ordre	1073
	2. La promesse de payer à ordre	1073
	3. Les autres titres endossables	1073
VII.	LES TITRES REPRÉSENTATIFS DE MARCHANDISES	1074
	1. Le certificat d'entrepôt	1074
	2. Le connaissement	1074
VIII.	LES AUTRES PAPIERS-VALEURS ET LES DOCUMENTS PRÉSENTANT DES SIMILITUDES	1074
	1. Le livret d'épargne et de dépôt.....	1074
	2. Les reçus attestant de la remise d'un gage dans les opérations de prêts sur gages.....	1075
	3. Les titres de transport, billets de spectacle, bons de repas	1075
IX.	LES POLICES D'ASSURANCE	1075
	1. Notion.....	1075
	2. Cession de droit, mise en gage	1076
	3. Clause bénéficiaire	1076
§ 24.	LES TITRES INTERMÉDIÉS	1077
I.	GÉNÉRALITÉS	1077
	1. Introduction	1077
	2. Le dépôt central de la SIS SegInterSettle AG.....	1077
	3. Développements internationaux	1078
II.	LA LOI SUR LES TITRES INTERMÉDIÉS	1079
	1. Généralités.....	1079
	2. Notion de titres intermédiés.....	1079
	3. Champ d'application de la LTI.....	1079
	4. Création, conversion et extinction de titres intermédiés	1080
	5. Détention de titres intermédiés auprès d'un sous-dépositaire et titres disponibles.....	1080
	6. Droits résultant des titres intermédiés.....	1081
	7. Actes de disposition sur les titres intermédiés et effets à l'égard des tiers	1082
	7.1. Actes de disposition.....	1082
	7.2. Extourne	1083
	7.3. Effets à l'égard de tiers.....	1083
	8. Réalisation de sûretés	1083

Table des matières

9.	Responsabilité du dépositaire	1084
9.1.	Principe.....	1084
9.2.	En cas de sous-dépositaire.....	1084
9.3.	Exclusion de responsabilité en cas de sous-dépositaire désigné par le titulaire du compte.....	1084
III.	LES ART 973a-c CO RELATIFS AU DÉPÔT COLLECTIF, CERTIFICAT GLOBAL ET DROITS-VALEURS	1085
1.	Généralités.....	1085
2.	Le dépôt collectif de papiers-valeurs.....	1085
3.	Le certificat global.....	1086
4.	Les droits-valeurs	1086
IV.	LA CLHTI ET LA LDIP	1087
1.	Réglementation de renvoi de la CLHTI.....	1087
2.	Système de désignation des droits applicables	1087
3.	Application de la LCHTI en tant que droit matériel de la LDIP	1087
§ 25.	LES EMPRUNTS PAR OBLIGATIONS	1089
I.	GÉNÉRALITÉS.....	1089
II.	NOTIONS.....	1089
1.	L'emprunt par obligations.....	1089
2.	L'obligation d'emprunt.....	1089
III.	L'ÉMISSION D'EMPRUNTS PAR OBLIGATIONS	1089
IV.	LA COMMUNAUTÉ DES CRÉANCIERS.....	1090
1.	Principe.....	1090
2.	Procédure et compétences de l'assemblée des créanciers.....	1090

NEUVIÈME PARTIE

§ 26.	LA LOI SUR LES INFRASTRUCTURES DES MARCHÉS FINANCIERS ET LE TRANSFERT DES ACTIONS.....	1093
I.	GÉNÉRALITÉS.....	1093
1.	Le cadre législatif	1093
2.	Nature et but de la loi	1096
3.	Autorité de surveillance.....	1097
4.	Le règlement de cotation de la bourse suisse.....	1098
II.	PUBLICITÉ DES PARTICIPATIONS.....	1098
1.	Buts de la publicité.....	1098
2.	Personnes et sociétés visées.....	1098
3.	L'obligation de déclarer une participation qualifiée.....	1100
4.	L'étendue et le délai de la déclaration.....	1100
5.	La violation de l'obligation de déclarer.....	1101
6.	Le devoir d'information de la société.....	1101
7.	Surveillance.....	1101
III.	OFFRES PUBLIQUES D'ACQUISITION.....	1102
1.	Généralités.....	1102
2.	La Commission des offres publiques d'acquisition (COPA)	1102

Table des matières

3.	Sociétés concernées par les dispositions sur les OPA.....	1103
4.	La procédure des OPA selon la LIMF et l'OOPA	1103
4.1.	De la publication d'un prospectus d'offre publique d'acquisition	1103
4.2.	Contrôle du prospectus et des modalités subséquentes.....	1104
4.3.	Droit de retrait en cas de contrat conclu sur la base d'une offre interdite.....	1105
4.4.	La publication du résultat de l'offre et la prolongation du délai	1105
4.5.	Les obligations de la société visée.....	1105
4.6.	L'obligation de déclarer les transactions portant sur des titres de la société faisant l'objet d'une OPA	1106
4.7.	Traitement des offres concurrentes.....	1106
4.8.	Principe du « Best Price Rule »	1107
4.9.	De l'annonce d'une offre potentielle	1107
5.	L'obligation de présenter une offre en cas d'acquisition d'une position dominante ou d'une prise de contrôle par des nouveaux propriétaires	1107
5.1.	Généralités.....	1107
5.2.	Principe de l'OPA obligatoire	1107
5.3.	Clause d'opting up / out.....	1108
5.4.	Dérogation à l'obligation de présenter une OPA	1109
5.5.	Imposition d'un prix minimum.....	1109
5.6.	Violation de l'obligation de présenter une offre	1110
6.	Annulation des titres de participation restants (squeeze-out).....	1110
7.	Rapport de l'organe de révision sur le déroulement de l'offre.....	1110
8.	Contentieux et instances de recours.....	1111
IV.	OPÉRATIONS D'INITIÉ ET MANIPULATION DU MARCHÉ EN DROIT ADMINISTRATIF	1111
1.	Généralités.....	1111
2.	La prohibition de l'exploitation d'informations d'initiés.....	1112
3.	L'interdiction de la manipulation de cours	1112
V.	DISPOSITIONS PÉNALES.....	1112
1.	Généralités.....	1112
2.	L'exploitation d'informations d'initiés (art. 154 LIMF).....	1113
3.	La manipulation de cours (art. 155 LIMF)	1114
4.	Compétence de juger des infractions, délits et crimes	1114
§ 27.	LES DEVOIRS DES ÉMETTEURS DE FOURNIR DES INFORMATIONS SUR LES FAITS SUSCEPTIBLES D'INFLUENCER LES COURS (PRINCIPE DE LA PUBLICITÉ ÉVÉNEMENTIELLE)	1115
I.	GÉNÉRALITÉS.....	1115
II.	PRINCIPES DU DEVOIR D'INFORMER.....	1116
1.	Les « faits » qualifiés au sens de l'art. 53 du Règlement.....	1116
2.	Exemples de « faits » qualifiés au sens de l'art. 53 du Règlement	1117
3.	Contenu du communiqué informant d'un « fait » qualifié au sens de l'art. 53 du Règlement	1117
4.	Report de l'annonce.....	1118
5.	Suspension du négoce.....	1118
6.	Sanction	1118
7.	Rapport de l'art. 53 du Règlement avec la LIMF	1119
8.	Rapport de l'art. 53 du Règlement avec les art. 152 CP et 154 LIMF.	1119

§ 28. LES PLACEMENTS COLLECTIFS DE CAPITAUX	1123
Cadre général	1123
I. GÉNÉRALITÉS.....	1123
1. Historique et objectifs de la loi sur les placements collectifs .de capitaux.....	1123
2. Aperçu de la réglementation en matière de placements collectifs	1124
II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE LA LOI.....	1125
1. Champ d'application	1125
1.1. Entités et personnes assujetties.....	1125
1.2. Entités non assujetties.....	1125
1.3. Extension et exclusion de l'assujettissement par voie d'ordonnance..	1125
2. Notion de placement collectif de capitaux.....	1126
2.1. Caractéristiques générales	1126
2.2. Placements collectifs à investisseur unique	1126
2.3. Placements collectifs ouverts et fermés	1126
2.4. Nature des parts de placements collectifs	1127
2.5. Protection contre la tromperie	1127
3. Distribution.....	1127
4. Non-assujettissement à la LPCC des portefeuilles collectifs internes de type contractuel.....	1128
5. Produits structurés	1128
5.1. Notion.....	1128
5.2. Réglementation de la distribution par la LPCC	1128
5.3. Prospectus.....	1129
6. Investisseurs	1129
6.1. Notion.....	1129
6.2. Investisseurs qualifiés.....	1129
6.3. Investisseurs fortunés et investisseurs ayant passé un contrat de gestion de fortune	1130
7. Autorisation et approbation	1130
7.1. Autorisation.....	1130
7.2. Approbation.....	1131
7.3. Modifications sujettes à autorisation ou approbation.....	1131
8. Gestionnaires et distributeurs de placements collectifs.....	1132
8.1. Gestionnaires	1132
8.2. Distributeurs	1132
9. Règles de conduites	1133
9.1. Obligation de loyauté	1133
9.2. Devoir de diligence.....	1133
9.3. Devoir d'information.....	1133
III. AUDIT ET SURVEILLANCE.....	1134
1. Audit.....	1134
2. Tâches de la FINMA	1134
3. Conséquences des violations des dispositions légales et contractuelles	1135
4. Procédure.....	1135
IV. RESPONSABILITÉ ET DISPOSITIONS PÉNALES.....	1135
1. Responsabilité	1136
1.1. Principes.....	1136

Table des matières

	1.2. Conditions de la responsabilité.....	1136
	1.3. Solidarité et prescription.....	1136
	2. Aspects pénaux.....	1136
	2.1. Dispositions pénales de la LPCC.....	1136
	2.2. Autorités de poursuite et de jugement	1137
	2.3. Devoir de dénonciation de la FINMA	1137
§ 29.	LES PLACEMENTS COLLECTIFS DE CAPITAUX.....	1139
	Structures de placements	
I.	GÉNÉRALITÉS.....	1139
II.	LES PLACEMENTS COLLECTIFS OUVERTS.....	1139
	A. LE FONDS DE PLACEMENT CONTRACTUEL.....	1139
	1. Le contrat de placement collectif.....	1139
	2. La fortune minimale	1140
	3. La direction.....	1141
	4. Fin du contrat de fonds de placement	1141
	B. LA SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE (SICAV).....	1142
	1. Définition et caractéristiques	1142
	2. Capital-actions et actionnaires	1142
	3. Fondation.....	1143
	4. Structure et organisation.....	1143
	5. Compartiments et limitation de responsabilité.....	1143
	6. Gestion	1144
	C. DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES PLACEMENTS COLLECTIFS OUVERTS	1145
	1. Types de placements collectifs ouverts et prescriptions en matière de placements.....	1145
	2. Banque dépositaire	1146
	3. Prospectus, informations clés pour investisseurs et prospectus simplifié	1146
	4. Statut et droits des investisseurs	1147
	4.1. Titrisation des parts	1147
	4.2. Droit de l'investisseur de participer à la fortune et aux revenus du fonds.....	1147
	4.3. Restriction et suspension du droit au rachat	1148
	4.4. Rachat forcé.....	1148
	4.5. Valeur des parts	1149
	4.6. Droit à l'information.....	1149
	4.7. Action en restitution au placement collectif ouvert	1149
	5. Prescriptions comptables	1149
	6. Placements collectifs ouverts à compartiments	1150
	7. Restructurations.....	1150
	8. Dissolution	1151
III.	LES PLACEMENTS COLLECTIFS FERMÉS	1151
	A. LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE PLACEMENTS COLLECTIFS (SCMPC).....	1151
	1. Notion.....	1151
	2. Constitution	1152
	3. But.....	1152

Table des matières

4.	Contrat.....	1152
5.	Prospectus.....	1153
6.	Associés.....	1153
6.1.	L'associé indéfiniment responsable.....	1153
6.2.	Les commanditaires.....	1154
7.	Révision et services de dépôts et de paiement.....	1154
8.	Restructuration.....	1154
9.	Dissolution.....	1155
B.	LA SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL FIXE (SICAF).....	1155
1.	Notion.....	1155
2.	Distinctions.....	1155
3.	Constitution et but.....	1156
4.	Autorisation, approbation et prospectus.....	1156
5.	Capital-actions et actions.....	1156
6.	Organisation.....	1156
7.	Restructurations et dissolution.....	1157
IV.	LES PLACEMENTS COLLECTIFS ÉTRANGERS.....	1157
1.	Définition.....	1157
2.	Distribution et approbation.....	1157
3.	Représentation et service de paiement.....	1158

ONZIÈME PARTIE

§ 30.	LA SURVEILLANCE DE LA RÉVISION.....	1161
	SURVEILLANCE ET PROCEDURE.....	1161
I.	INTRODUCTION.....	1161
A.	CADRE HISTORIQUE.....	1161
B.	LA LOI FÉDÉRALE SUR L'AGREMENT ET LA SURVEILLANCE DES RE- VISEURS.....	1162
1.	Aperçu.....	1162
2.	Ordonnances et circulaires.....	1162
II.	L'AUTORITÉ FÉDÉRALE DE SURVEILLANCE EN MATIÈRE DE RÉVISION (ASR).....	1163
A.	GENERALITES.....	1163
B.	ORGANISATION DE L'AUTORITE DE SURVEILLANCE.....	1164
1.	Organes.....	1164
2.	Personnel.....	1165
C.	TACHES DE L'AUTORITE DE SURVEILLANCE.....	1165
D.	REGISTRE.....	1166
E.	PROCEDURE.....	1166
III.	OCTROI DE L'AGRÈMENT ET MESURES ADMINISTRATIVES.....	1166
A.	NATURE DE L'AGREMENT.....	1166
B.	DEMANDE D'AGREMENT.....	1167
C.	MESURES ADMINISTRATIVES.....	1167

Table des matières

1.	Personnes physiques et entreprises de révision.....	1167
2.	Entreprises de révision soumises à la surveillance de l'État.....	1168
3.	Personnes physiques travaillant pour le compte d'entreprises de révision soumises à la surveillance de l'État	1168
4.	Conséquence du retrait de l'agrément	1168
IV.	CONTRÔLE DES ENTREPRISES DE RÉVISION SOUMISES A LA SURVEILLANCE DE L'ÉTAT.....	1169
1.	Modalités.....	1169
2.	Objet.....	1169
V.	ASSISTANCE ADMINISTRATIVE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE	1170
1.	En général.....	1170
2.	Assistance administrative	1170
3.	Entraide avec les autorités pénales et les tribunaux civils	1170
VI.	DISPOSITIONS PÉNALES.....	1171
1.	Contraventions.....	1171
2.	Délits	1172
§ 31.	LA SURVEILLANCE DE LA RÉVISION	1173
	LES AGREMENTS ET LEURS CONDITIONS	1173
I.	OBJET DE LA LOI ET DÉFINITIONS.....	1173
1.	Objet.....	1173
2.	Définitions	1173
2.1.	Les prestations en matière de révision	1173
2.2.	Les entreprises de révision	1174
2.3.	Les sociétés d'intérêt public	1174
3.	Les catégories d'agrément.....	1174
II.	AGRÈMENT DES PERSONNES PHYSIQUES POUR LES PRESTATIONS EN MATIÈRE DE RÉVISION.....	1175
A.	APERÇU	1175
B.	CONDITIONS A REMPLIR PAR LES EXPERTS-REVISEURS.....	1175
1.	Formation et pratique professionnelle.....	1175
2.	Modalités de la pratique professionnelle.....	1176
3.	Réputation irréfutable.....	1176
C.	CONDITIONS A REMPLIR PAR LES REVISEURS	1177
III.	AGRÈMENT DES ENTREPRISES POUR LES PRESTATIONS EN MATIÈRE DE RÉVISION	1177
1.	Dispositions générales régissant l'agrément des entreprises.....	1177
2.	Dispositions spéciales régissant l'agrément des entreprises qui fournissent des prestations en matière de révision à des sociétés d'intérêt public.....	1178
IV.	AGRÈMENT POUR L'AUDIT SELON LES LOIS SUR LES MARCHÉS FINANCIERS.....	1179
A.	LES TYPES D'AGREMENTS.....	1179
1.	Agréments octroyés par l'ASR	1179

Table des matières

	2. Agréments octroyés par les OAR	1180
B.	CONDITIONS	1180
	1. Sociétés d’audit	1180
	2. Auditeur responsable	1181
V.	OBLIGATION DES TITULAIRES D’AGRÉMENT	1181
	1. Obligations générales	1181
	2. Obligation des entreprises de révision soumises à la surveillance de l’État	1182

DOUZIÈME PARTIE

§ 32.	LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES CADRES DIRIGEANTS ET DE L’ENTREPRISE	1185
I.	GÉNÉRALITÉS	1185
II.	LES DISPOSITIONS DU CODE PÉNAL ET D’AUTRES LOIS	1186
	1. Les dispositions topiques du code pénal	1186
	2. De quelques autres dispositions pénales	1187
III.	LES PERSONNES RESPONSABLES EN CAS D’INFRACTION	1188
	1. Principe	1188
	2. L’imputabilité des actes commis dans un rapport de représentation...	1188
	3. La responsabilité pénale des dirigeants pour le fait d’autrui	1189
	4. La punissabilité des organes dirigeants en raison d’une violation de leurs devoirs sociaux	1190
	5. La responsabilité pénale du chef d’entreprise au sens de l’art. 6 DPA	1190
IV.	LA PUNISSABILITÉ DE L’ENTREPRISE	1191
	1. Généralités	1191
	2. Notion d’entreprise	1191
	3. Conditions de la punissabilité	1192
	3.1. Conditions générales	1192
	3.2. Conditions de la responsabilité subsidiaire	1193
	3.3. Conditions de la responsabilité primaire	1193
	4. Critères de fixation de la peine et peine encourue	1194
	5. Aspects de la procédure	1194
	5.1. En général	1194
	5.2. Représentation de l’entreprise	1195
	5.3. Garanties de procédure	1195
	5.4. Cumul de poursuites ouvertes contre l’entreprise et son représentant	1196
	5.5. Disparition de l’entreprise postérieurement à une infraction	1196
	6. Assistance judiciaire gratuite	1196
§ 33.	LA LÉGISLATION DE PRÉVENTION DU BLANCHIMENT ET DU FINANCEMENT DU TERRORISME	1197
I.	GÉNÉRALITÉS	1197
	1. Le blanchiment de capitaux : un phénomène international	1197
	2. Réglementations internationales	1197
	3. Réglementations suisses	1198
	4. Système de surveillance	1199

Table des matières

5.	L’Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA)	1199
6-	Les organismes d’autorégulation (OAR) agréés par la FINMA	1200
7.	La Commission fédérale des maisons de jeu (CFMJ).....	1201
II.	LA LBA	1201
A.	GENERALITES	1201
1.	But de la loi	1201
2.	Système de surveillance.....	1202
3.	Notion d’intermédiaires financiers et de négociants.....	1202
4.	Les activités soumises	1203
4.1.	Les activités soumises à une surveillance complète	1203
4.2.	Le segment du marché financier non bancaire.....	1203
B.	LES OBLIGATIONS DE DILIGENCE DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS ET DES NEGOCIANTS	1204
1.	Les obligations de diligence des intermédiaires financiers et des négociants	1204
1.1.	Obligation d’identification du cocontractant, de l’ayant droit économique et de l’objet de la relation d’affaires	1205
1.1.1.	Principes	1205
1.1.2.	Devoir d’identification des personnes politiquement exposées (PPE)	1205
1.1.3.	Relations d’affaires portant sur de faibles valeurs	1206
1.2.	Etablissement et conservation des documents	1206
1.3.	Mesures organisationnelles de prévention de blanchiment.....	1206
2.	Les obligations de diligence des négociants	1206
3.	Obligations en cas de soupçons de blanchiment d’argent.....	1206
3.1.	Principe de la communication au Bureau de communication	1206
3.2.	Principe du blocage des avoirs	1207
3.3.	Non responsabilité dans les cas de communications et de blocages opérés de bonne foi.....	1207
3.4.	Responsabilité en cas de non-communication	1208
3.5.	Devoir subsidiaire de dénonciation de la FINMA et de la CFMJ	1209
4.	Entraide administrative et collaboration avec les autorités étrangères	1209
III.	LA RÉGLEMENTATION BANCAIRE ANTI-BLANCHIMENT	1209
1.	La mission de surveillance de la FINMA en matière bancaire	1209
2.	L’OBA-FINMA	1209
2.1.	Champ d’application	1209
2.2.	Interdiction d’accepter des valeurs provenant d’un crime ou du financement du terrorisme	1210
2.3.	Exigences organisationnelles.....	1210
2.4.	Distinction des relations d’affaires selon les risques	1211
2.5.	Indication des donneurs d’ordre	1211
2.6.	Comportement à défaut de de transmission de la communication par le Bureau de la communication ou de décision des autorités de poursuite pénale.....	1211
2.7.	Comportement en présence d’indices de blanchiment d’argent ou de financement du terrorisme	1212
2.8.	Information à la FINMA des communications des intermédiaires financiers	1212
3.	La convention de diligence des banques (CDB 2016).....	1212
3.1.	Contenu de la Convention	1213
3.2.	L’identification du cocontractant.....	1213
3.3.	L’identification de l’ayant droit économique.....	1213
3.4.	Non-assistance active à la fuite de capitaux et à la soustraction fiscale	1214

Table des matières

	3.5. Contrôle de l'application de la Convention	1215
IV.	LA RÉGLEMENTATION ANTI-BLANCHIMENT DU SECTEUR DES ASSURANCES PRIVÉES	1215
	1. La mission de surveillance de la FINMA	1215
	2. Le Règlement de l'Association Suisse d'Assurance	1215
	2.1. Champ d'application	1215
	2.2. Obligation d'identification, de documentation, de communication	1215
	2.3. Exigences organisationnelles.....	1216
V.	LA RÉGLEMENTATION ANTI-BLANCHIMENT DU SECTEUR DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS NON BANCAIRES.....	1216
	1. La mission de surveillance de la FINMA	1216
	2. Les organismes d'autorégulation (OAR).....	1217
	2.1. Statut des OAR.....	1217
	2.2. Tâches.....	1218
	3. L'OBA-FINMA	1218
VI.	LA RÉGLEMENTATION ANTI-BLANCHIMENT DU SECTEUR DES MAISONS DE JEU	1218
	1. La mission de surveillance de la Commission fédérale des maisons de jeu CFMJ	1218
	2. L'OBA-CFMJ	1219
	2.1. Champ d'application	1219
	2.2. Vérification de l'identité et enregistrement de transactions.....	1219
	2.3. Identification de l'ayant droit économique, clarifications	1219
	2.4. Obligation d'établir et de conserver les documents	1220
	2.5. Exigences organisationnelles.....	1220
	2.6. Ruptures de relations d'affaires et obligation de communiquer.....	1220
	2.7. Organisme d'autorégulation	1220
VII.	LE BUREAU DE COMMUNICATION EN MATIÈRE DE BLANCHI- MENT D'ARGENT	1221
	1. Statut du Bureau de communication.....	1221
	2. Banque de données (GEWA), intégration internationale (FIU/URF)	1221
	3. Traitement des communications	1222
VIII.	LES DISPOSITIONS PÉNALES ANTI-BLANCHIMENT	1222
	1. L'art. 305 ^{bis} CP	1220
	2. L'art. 305 ^{ter} CP	1223

TREIZIÈME PARTIE

§ 34.	DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ DES SOCIÉTÉS	1227
I.	GÉNÉRALITÉS	1227
II.	CONCEPTS DE « SOCIÉTÉ » ET DE « SIÈGE » SELON LA LDIP.....	1228
	1. Le concept de société selon la LDIP.....	1228
	2. Le siège de la société selon la LDIP	1229
III.	COMPÉTENCES DES TRIBUNAUX SUISSES	1229
	1. Fors déterminés par la LDIP et la Convention de Lugano.....	1229
	1.1. LDIP	1229

Table des matières

1.2.	Convention de Lugano.....	1230
2.	Fors particuliers en cas d'actions en responsabilité contre une société étrangère pour son activité exercée en Suisse	1230
3.	Mesures de protection des biens en Suisse de sociétés étrangères	1230
IV.	DROIT APPLICABLE.....	1231
1.	Généralités.....	1231
2.	Principe du rattachement à un droit national	1231
2.1.	Rattachement selon la théorie du siège statutaire ou de l'incorporation.....	1232
2.2.	Rattachement selon la théorie du siège réel	1232
3.	Domaine du droit applicable.....	1232
4.	Rattachements spéciaux.....	1233
4.1.	Émission publique de titres de participation et d'emprunts	1233
4.2.	Protection du nom et de la raison sociale.....	1233
4.3.	Restriction des pouvoirs de représentation	1234
4.4.	Responsabilité pour les activités en Suisse de sociétés étrangères	1234
4.5.	Succursales en Suisse de sociétés étrangères	1235
5.	Groupe de sociétés.....	1235
V.	RECONNAISSANCE DES DÉCISIONS ÉTRANGÈRES.....	1235
1.	Selon la LDIP	1235
2.	Selon la Convention de Lugano.....	1236